

## PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

### SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

#### ESPACE PRODUCTION INTERNATIONAL « E.P.I. »

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 6 498 908 €.

Siège social : 1, rue de l'Europe, 67520 Marlenheim.

390 625 382 R.C.S. Saverne.

*(Exercice social : du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2008).*

#### A. — Comptes sociaux.

##### I. — Bilan au 31 décembre 2008.

(En milliers d'euros).

Actif	31/12/2008 Net	31/12/2007 Net
Immobilisations incorporelles	4 115	4 167
Immobilisations corporelles	5 012	5 649
Immobilisations financières	52 637	22 756
Total I	61 764	32 572
Stocks	8 183	10 780
Avances et acomptes versés sur commandes	547	32
Clients et comptes rattachés	26 399	29 309
Autres créances	3 636	2 346
Valeurs mobilières de placement	18 101	6 313
Disponibilités	657	363
Charges constatées d'avance	1 034	712
Total II	58 557	49 854
Écart de conversion actif	201	443
Total actif	120 522	82 869

Passif	31/12/2008 Net	31/12/2007 Net
Capital	6 499	6 499
Primes d'émission	12 530	12 530
Réserve légale	650	650
Autres réserves	30 231	26 845
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice	1 970	3 385
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	2 116	2 423
Total I	53 996	52 332
Avances conditionnées	0	43
Total II	0	43
Provisions pour risques	4 018	3 998

Provisions pour charges	1 094	762
Total III	5 112	4 760
Emprunt obligataires convertibles	39 868	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 801	10 758
Emprunts-dettes financières divers	241	362
Avances et acomptes reçus	112	73
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 745	5 977
Dettes fiscales et sociales	2 448	3 381
Dettes sur immobilisations	5	5
Autres dettes	7 190	5 157
Produits constatés d'avance		
Total IV	61 410	25 713
Écart de conversion passif	4	21
Total passif	120 522	82 869

## II. — Compte de résultat de l'exercice.

(En milliers d'euros).

	31/12/2007 Net	31/12/2007 Net
Ventes de marchandises	5 888	5 443
Production vendue de biens	69 888	91 587
Production vendue de services	2 639	1 556
Chiffre d'affaires net	78 415	98 586
Production stockée	-2 088	-923
Subventions d'exploitation	389	399
Reprises amortissements-provisions		
Et transfert de charges	2 968	4 065
Autres produits	2 047	1 731
Total produits d'exploitation	81 731	103 858
Achat de marchandises	3 027	3 655
Variation de stock de marchandises	17	167
Achats matières premières et approvisionnements	45 248	66 431
Variation de stock (matières premières, approvisionnements)	846	1 051
Autres achats et charges externes	17 221	18 610
Impôts, taxes et versements assimilés	935	1 178
Salaires et traitements	5 593	6 247
Charges sociales	1 963	2 348
Dotations aux amortissements sur immobilisations	664	827
Dotations aux provisions sur actif circulant	658	2 127
Dotations aux provisions pour risques et charges	2 036	1 704
Autres charges	1 998	2 260
Total charges d'exploitation	80 206	106 605
Résultat d'exploitation	1 525	-2 747

(En milliers d'euros)	31/12/2007 Net	31/12/2006 Net
Produits financiers	4 780	8 274
Charges financières	2 907	1 799

Résultat financier	1 873	6 475
Résultat courant avant impôts	3 398	3 728
Produits exceptionnels	988	3 748
Charges exceptionnelles	1 201	6 652
Résultat exceptionnel	-213	-2 904
Participation des salariés aux fruits de l'expansion	0	0
Impôts sur les bénéfices	1 215	-2 562
Bénéfice ou Perte	1 970	3 386

### III. — Annexe aux comptes annuels.

Le bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2008, dont le total est de 120 522 419 euros et le compte de résultat présenté sous forme de liste, dont le total est de 87 498 784 euros dégagent un bénéfice de 1 970 233 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier 2008 au 31 décembre 2008.

Les notes et les tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels. Seules les informations présentant un caractère significatif sont produites, et résumées dans le sommaire joint.

L'annexe est présentée ci-après en 6 parties, à savoir :

- Faits caractéristiques ;
- Règles et méthodes comptables ;
- Notes sur le bilan ;
- Notes sur le compte de résultat ;
- Autres informations ;
- Tableau de flux de trésorerie.

Sommaire de l'annexe	Type	Produites	Non significatif	Non applicable
1. Faits caractéristiques	S	X		
2. Règles et méthodes comptables				
Méthodes d'évaluation	EP	X		
Changements de méthode ou de présentation	EP	X		
Dérogations	EP			X
Informations complémentaires pour donner l'image fidèle	EP			X
Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice	EP	X		
3. Notes sur le bilan				
I – actif :				
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	EP	X		
Logiciels	EP	X		
Autres immobilisations incorporelles	EP	X		
Immobilisations corporelles				
Evaluation	S	X		
Amortissements	S	X		
Immobilisations financières				
Evaluation	S	X		
Liste des filiales et des participations	S	X		
Mouvements ayant affecté les immobilisations	S	X		
Actif circulant				
Evaluation des stocks	S	X		
Evaluation des créances	S	X		
Avances aux dirigeants	S			X
Evaluation des valeurs mobilières de placement	S	X		

Différences et évaluation sur éléments fongibles de l'actif circulant	EP	X		
Provisions pour dépréciation	S	X		
Disponibilités	S	X		
Autres postes d'actif				
Charges constatées d'avance	EP	X		
Produits à recevoir	EP	X		
Charges à répartir	EP			X
Primes de remboursement des obligations	S			X
II. — Passif :				
Capitaux propres				
Composition du capital social	S	X		
Provisions réglementées	S	X		
Variation des capitaux propres	S	X		
Incidence des évaluations fiscales dérogatoires	S	X		
Parts bénéficiaires	S			X
Provisions pour risques et charges				
Evaluation et variation	S	X		
Dettes				
Obligations convertibles	S			X
Emprunts obligataires	S			X
Emprunts	S	X		
Autres postes du passif				
Charges à payer	EP	X		
Produits constatés d'avance	EP	X		
III. — éléments communs :				
Etat des échéances, créances et dettes	S	X		
Dettes et créances représentées par des effets de commerce	S	X		
Ecart de conversion	S	X		
4. Notes sur le compte de résultat				
Ventilation du chiffre d'affaires	S	X		
Evaluation de certains produits et charges	S			X
Ventilation de l'impôt sur les sociétés	S	X		
Accroissement et allègement de la dette future d'impôt	S	X		
5. Autres informations				
Engagements financiers	S	X		
Engagement de retraite	S		X	
Crédit-bail	EP	X		
Dettes et créances garanties par des sûretés réelles	S	X		
Identité des sociétés-mères consolidant les comptes de la société	S	X		
Informations sur le cours de l'action	S	X		
Eléments concernant les entreprises liées	EP	X		
Effectif moyen	S	X		
Rémunération des dirigeants	S	X		
Honoraires des commissaires aux comptes	EP	X		
6. Tableau de flux de trésorerie	EP	X		

Légende : E.P. : Expressément prescrite S. : Significatif.

### 1. – Faits caractéristiques.

EPI a, au cours de l'exercice 2008, confirmé son repositionnement en termes de marchés et de gamme de produits, ce qui s'est traduit par une réduction du chiffre d'affaires (-20,46 %) par rapport à l'exercice précédent. Cette réduction était prévue, le budget prévoyait en effet de favoriser les clients et les gammes de produits garantissant des niveaux de marge satisfaisants aux dépens de ceux qui pouvaient garantir des volumes mais à des prix non rémunérateurs.

En 2008 toute la production a été regroupée sur le site de Marlenheim. La ligne de finish foil qui avait été implantée à Wasselonne a été démontée et sera adaptée et reconstruite sur le site de Marlenheim début 2009. Le produit obtenu par ce procédé de fabrication n'a pas encore réellement trouvé son segment de marché. La crise actuelle peut favoriser son développement dans la mesure où la clientèle recherchera des premiers prix.

Un effort marketing significatif a permis de revaloriser le prix moyens et de tirer partie des meilleurs taux de marge des produits du segment le plus haut de la gamme.

Les marchés Nord Américains ont quasiment disparu du fait qu'au début 2008 la parité entre le \$ et l'€ n'était absolument pas favorable à l'€.

Le premier trimestre a été marqué par la réussite de la restructuration de la dette au niveau du groupe. Des Obsaar pour un montant de 39 868 000 € ont été émises et le pool bancaire accorde en plus un crédit garanti par la créance client de 20 000 000 €. Les covenants définis dans le contrat sont respectés pour l'exercice 2008.

Le prix des matières premières s'est orienté à la baisse à compter du 2e semestre. Les effets sont partiellement perceptibles en 2008. EPI a renforcé cette tendance de réduction des coûts des matières premières en mandatant des professionnels pour négocier différemment tous les achats importants. Les effets de cette action se feront surtout sentir en 2009.

Suite aux résultats 2008 de la filiale Selffloor, EPI a procédé à un abandon de créance d'une valeur de 700 000 euros avec une clause de retour à meilleure fortune.

Le niveau de résultat d'exploitation revient à un niveau acceptable et une partie des indicateurs sur marge brute et sur coûts variables laisse prévoir que 2009 permettra, malgré la crise, de conserver un niveau de résultat d'exploitation du même ordre de grandeur en valeur absolue qu'en 2008 tout en réduisant encore le chiffre d'affaires.

### 2. – Principes, règles et méthodes comptables.

— Méthodes d'Evaluation :

Le présent bilan et le compte de résultat ont été établis dans le respect des dispositions des articles L.123-13 à L.123-21 du Code de commerce et des articles 120 et 130 du PCG retenant, notamment, les principes comptables suivants :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices ;
- Prudence.

Et conformément à la réglementation française en vigueur, résultant des arrêtés du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Lorsqu'un choix est offert, la méthode utilisée sera précisée dans les notes relatives aux comptes concernés.

— Changements de méthode ou de présentation comptables : Aucun changement de méthode n'est intervenu dans l'exercice.

— Evènements postérieurs à la clôture : Aucun événement postérieur à la clôture n'est à signaler.

### 3. – Notes sur le bilan.

#### 3.1. Actif :

##### Actif immobilisé :

— Immobilisations incorporelles : Il s'agit de logiciels amortis sur 10 ans, de brevets amortis sur 5 ans, de marques non amortissables depuis 2005, et d'un mali de fusion non amortissable inscrit en fonds de commerce.

(En milliers d'euros)	31/12/2008			31/12/2007		
	Brut	Amortissements	Net	Brut	Amortissements	Net
Marques et brevets	305	278	27	305	278	27
Logiciels	1 151	1 061	90	1 159	1 069	90
Fonds de commerce	3 919	0	3 919	3 919	0	3 919
Autres immobilisations Incorporelles	278	199	79	278	147	131
Total	5 653	1 538	4 115	5 661	1 494	4 167

Nous avons effectué des tests de valeur, notamment sur les immobilisations incorporelles non amortissables (Marques et Mali de fusion). La valeur nette comptable des marques est de 27 K€ au 31 décembre 2008, il n'est pas nécessaire de la déprécier.

Le mali technique inscrit en fonds de commerce, est affecté pour moitié aux titres de participations d'ALSAPAN (ex Alsapan Furniture) et pour moitié à des immobilisations corporelles apportées lors de la fusion (terrain, construction & matériel). Aucune des composantes du mali ne nécessite d'être dépréciée.

— Immobilisations corporelles :

– Modes et méthodes d'évaluation :

Selon les nouvelles règles comptables, les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie et de l'utilisation probable des biens. Dans le cadre de l'application des nouveaux règlements sur les actifs (CRC 2002-10 et CRC 2003-7), la société a choisi d'appliquer la méthode prospective et a considéré qu'aucune valeur résiduelle n'était à retenir au terme de la durée d'amortissement.

Postes	Durée	Mode
Agencement terrains	25 ans	Linéaire
Constructions	20 à 45 ans	Linéaire
A.A.I des constructions	15 ans	Linéaire
Agencement aménagement divers	15 ans	Linéaire
Installations techniques	10 à 15 ans	Linéaire
Matériel de transport	5 à 12 ans	Linéaire
Matériel informatique	5 à 10 ans	Linéaire
Mobilier	15 ans	Linéaire

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût historique d'acquisition, augmenté des frais accessoires.

La valeur des immobilisations acquises en devises étrangères a été convertie au cours de douane du mois de l'opération. Conformément à la réglementation comptable, les escomptes sont déduits directement de la valeur brute des immobilisations.

(En milliers d'euros)	31/12/2008			31/12/2007		
	Brut	Amortissements	Net	Brut	Amortissements	Net
Terrains et agencements	884	179	705	884	170	714
Constructions	4 142	2 869	1 273	4 000	2 760	1 240
Installations techniques	11 890	9 639	2 251	12 659	9 925	2 734
Autres	616	423	193	567	402	165
Immobilisations en cours	530	0	530	761	0	761
Avances et acomptes	60	0	60	35	0	35
Total	18 122	13 110	5 012	18 906	13 257	5 649

Immobilisations financières :

— Méthode de valorisation et calcul des provisions : La valeur d'inventaire des titres des filiales correspond à la valeur d'utilité de la société détenue. A la clôture de l'exercice, la valeur d'acquisition des titres est comparée à leur valeur d'inventaire, basée sur la quote-part de situation nette.

Les immobilisations financières se décomposent de la façon suivante :

(En milliers d'euros)	2008			2007
	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Alsapan	4 566	0	4 566	4 566
Finalam	100	85	15	15
Hautecoeur	1 758	0	1 758	1 758
Floorian	16	0	16	16
DGS	5	0	5	5
Selfloor	1 203	587	616	0
EPI Vostok	2 672	0	2 672	2 672
Alsapan Flooring	37	0	37	37
SCI La Chapelle	0	0	0	0
Totaux	10 358	673	9 685	9 069

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition des titres, une provision pour dépréciation des titres est comptabilisée à concurrence de la différence entre ces deux valeurs.

Par ailleurs, des avances sont accordées aux filiales. La forte progression des avances dans sa filiale Alsapan est due aux remboursements des prêts bancaires souscrits par Alsapan et fait suite à la mise en place de l'emprunt obligataire d'EPI et donc à la substitution d'EPI aux banques. Cette évolution est justifiée également par l'accroissement de l'activité. Pour EPI VOSTOK, l'accroissement est lié au démarrage de l'activité de production. Le détail figure dans le tableau ci-dessous :

Sociétés	2008			2007
	Brut	Provisions	Net	Net
Alsapan	31 367	0	31 367	3 904
Hautecoeur	10	0	10	10

EPI Vostok	8 440	0	8 440	5 141
DGS	0	0	0	197
Finalam	235	214	21	16
Selfloor	2 492	0	2 492	3 548
Total	42 544	214	42 330	12 816

— Tableau des filiales et des participations (En milliers d'euros) :

Informations financières	Alsapan	Finalam	Haute- coeur	Floorian	DGS	Selfloor	EPI Vostok	SCI La Chapelle	Alsapan Flooring
Capital	3 603	100	300	18	11	500	2 672	1	37
Capitaux propres autres que le capital	15 212	-45	6 925	-2	44	116	-3 745	-69	-8
Quote-part du capital détenu	100 %	99,90 %	32 99 %	100 %	51 00 %	100 %	100 %	1 %	100 %
Valeur comptable des titres détenus (brute)	4 566	100	1 758	16	5	1 203	2 672	0	37
Valeur comptable des titres détenus (nette)	4 566	15	1 758	16	5	616	2 672	0	37
Prêts et avances consentis par la société et non remboursés	31 367	21	10	0	0	2 492	8 441	0	0
Montant des cautions et avals donnés par la société	1 269	0	0	0	0	0	0	0	0
Chiffres d'affaires HT du dernier exercice clos	130 308	0	11 691	201	9 161	7 431	561	3	0
Résultat du dernier exercice clos	889	-4	394	-122	5	0	-2 531	-35	0
Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	0	0	120	0	0	0	0	0	0

Pour les sociétés DGS et Floorian Le capital social est converti au cours de l'US\$ à la date de création de la société 1,2418 en Février 2004 pour Floorian, 1,2630 en décembre 2003 pour DGS. Les réserves au 31 décembre 2008 sont converties au cours du 31 décembre 2008, soit 1,3917. Le C.A. et le résultat 2008 sont convertis au cours moyen 2008, soit 1 47259.

Pour la société EPI Vostok le capital a été converti au cours du Rouble Russe à la date de création de la société 33,3333 en Août 2005, pour un capital de 10 K Roubles, et au cours à la date d'augmentation du capital 33,9485 le 25 avril 2006 pour un capital de 90 708 K Roubles. Les réserves au 31 décembre 2008 sont converties au cours du 31 décembre 2008, soit 41,283, le résultat a été converti au cours moyen 2008, soit 36,74921.

Lorsque la situation nette d'une participation est négative, une provision pour dépréciation des créances rattachées est comptabilisée à concurrence de ces capitaux propres négatifs.

Pour la filiale en Russie, les titres ne sont pas dépréciés car la société est en phase de démarrage et le business plan montre que les cash-flows futurs couvriront les pertes antérieures. La montée en puissance se fera en grande partie sur l'exercice 2009.

— Mouvements ayant affecté les immobilisations : Les tableaux ci-dessous donnent l'évolution au cours de l'exercice des différents postes composant l'actif immobilisé.

— Immobilisations :

(En milliers d'euros)	Début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	5 661	45	53	5 653
Immobilisations corporelles	18 908	775	1 561	18 122
Immobilisations financières	23 554	54 982	25 013	53 523
Total	48 123	55 802	26 627	77 298

— Amortissements :

(En milliers d'euros)	Début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	1 494	73	29	1 538
Immobilisations corporelles	13 258	591	740	13 109
Total	14 752	664	769	14 647

Actif circulant :

— Stocks et en-cours :

— Méthodes de valorisation et calcul des provisions : Les matières premières et consommables sont valorisées au coût d'achat moyen pondéré. Le coût d'entrée en stock tient compte des rabais, remises ristournes ainsi que de l'escompte de règlements obtenus.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. L'éventuel coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks. Les frais financiers sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Lorsque la valeur brute, telle que définie ci-dessus, ne peut pas être réalisée, une provision pour dépréciation des stocks est comptabilisée pour un montant égal à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et la valeur probable de réalisation. Les stocks sont, au 31 Décembre 2008, dépréciés à hauteur de 398 K€.

— Créances :

– Méthode de valorisation et calcul des provisions : Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances libellées en devises d'un montant de 98 K€ ont été converties au taux de clôture.

Les provisions pour dépréciation des créances sont évaluées en fonction du risque encouru.

(En milliers d'euros)	31/12/2008			31/12/2007		
	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
Clients	28 174	1 775	26 399	31 163	1 854	29 309

— Valeurs mobilières de placements :

– Méthode de valorisation : L'évaluation des valeurs mobilières de placement au dernier jour de marché est de 18 104 K€ alors que leur valeur comptable nette est de 18 102 K€, soit une plus value latente de 2 K€.

Comme lors des clôtures précédentes, la provision constituée en 2004 suite à la défaillance de l'organisme PHOENIX Kapitaldienst a été maintenue pour le montant de 1 972 K€.

L'inventaire des valeurs mobilières de placement est présenté dans le tableau ci-dessous :

	2008			2007
	Brut	Provisions	Net	Net
Sicav Monétaires		0		769
BECM - CMI Valormonétaire		0		108
CA – Sequin 3 décembre	9 852	0	9 852	661
LCL – Sicav LCL monétaire	230	0	230	0
Sicav Monétaires Dynamiques	0	0	0	542
CPR – OPTI Est	0	0	0	542
Fonds de capitalisation	0	0	0	1 118
Generali	0	0	0	1 118
Placements sur options	1 992	1 972	20	20
Phoenix	1 992	1 972	20	20
OPCVM de fonds alternatifs	0	0	0	3 224
HDF - Arbitrage	0	0	0	81
Financière Atlas - Alti Pro	0	0	0	1 234
Finama - Tréso Plus	0	0	0	400
Finama – Alternatif Equilibre	0	0	0	998
CPR – Alternatif Ct	0	0	0	511
Dépôts à terme	8 000	0	8 000	640
Actions propres	0	0		0
Total	20 074	1 972	18 102	6 313

— Disponibilités et concours bancaires courants. Des disponibilités libellées en devises d'un montant de 185 K€ ont été converties au taux de clôture.

— Synthèse des provisions pour dépréciation de l'actif circulant.

(En milliers d'euros)	Début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Fin de l'exercice
Stocks matières premières et autres approvisionnements	753	398	753	398
Sur comptes clients	1 854	260	339	1 775
Sur placements	1 972	0	0	1 972
	4 579	658	1 092	4 145

Autres postes d'actif :

— Charges constatées d'avance : Le principe de rattachement des charges à l'exercice a conduit à constater dans ce poste les éléments suivants :

Nature	Montant
Achats	0
Services extérieurs	1 034
Charges financières	0
Total	1.034

Produits à recevoir sur créances :  
Ce poste se décompose comme suit :

Nature	Montant
Fournisseurs	684
Clients	565
Organismes sociaux	13
Etat	285
Intérêts financiers	113
Total	1 660

### 3.2. Passif :

#### Capitaux propres :

— Capital : Le capital social, d'un montant de 6 498 908 €, est composé de 3 249 454 actions d'une valeur nominale de 2 €.

— Variation des capitaux propres : L'évolution des capitaux propres, au cours de l'exercice, a été la suivante :

Eléments	2008	2007
Capitaux propres en début d'exercice	52 332	48 677
Augmentation du capital	0	0
Prime de fusion	0	0
Provision pour perte intercalaire	0	0
Dividendes distribués	0	0
Incidence des changements de méthodes comptables	0	0
Résultat de l'exercice	1 970	3 386
Subventions	0	0
Provisions réglementées (amortissements dérogatoires et provision hausse des prix)	-306	269
Capitaux propres en fin d'exercice	53 996	52 332

— Provisions réglementées : Les provisions réglementées figurant au bilan comprennent la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements comptables, ainsi qu'une provision pour hausse des prix.

Au 31 décembre 2008, le montant des amortissements dérogatoires classés dans les provisions réglementées est de 1 888 K€, la provision pour hausse des prix y figure pour un montant de 229 K€.

La contrepartie des variations des provisions réglementées est inscrite au compte de résultat dans les charges et produits exceptionnels.

— Incidence des évaluations fiscales dérogatoires : Les règles fiscales dérogatoires aux principes comptables ont une incidence sur le résultat de l'exercice, à savoir :

Eléments	Montant
Résultat net de l'exercice	1 970
Dotations de l'exercice :	
Amortissements dérogatoires	351
Provision pour hausse des prix	26
Déduction d'impôts du fait des dotations	-126
Reprises de l'exercice	
Amortissements dérogatoires	-684
Augmentation d'impôts du fait des reprises	228
Résultat hors incidences des évaluations fiscales dérogatoires	1 765

— Provisions pour risques et charges :

Provisions	Montant début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de provisions utilisées	Reprises de provisions non utilisées	Montant en fin d'exercice
Litiges sociaux	20	67	0	0	87
Litiges clients	430	273	310	0	392
Fournisseurs	1 799	1 688	1 287	0	2 200
Autres	39	0	0	0	39
Charges financières	447	201	443	0	206
Litige de voisinage	1 094	0	0	0	1 094
Provision pour dépréciation	169	0	169	0	0
Total provisions pour risques	3 998	2 229	2 209	0	4 018
Provision « impôts »	219	505	0	0	724
IFC	313	134	0	91	356
Contrôle fiscal	230	0	216	0	14
Total provisions pour charges	762	639	216	91	1 094
Total provisions risques et charges	4 760	2 868	2 425	91	5 112

Les provisions pour litiges sociaux et pour litiges clients sont estimées sur la base des dossiers de réclamations ou contentieux.

La provision « fournisseurs » reprend les notes de débit fournisseurs pour lesquelles les avoirs n'ont pas été reçus.

Un changement de modalité de calcul a été effectué en 2008 : la provision est constituée, d'une part, de la totalité des notes de débit de l'année précédente restant ouvertes et d'autre part, de celles de l'année, non régularisées par un avoir, proratisés selon un % défini statistiquement selon les données des années antérieures

La provision « autres » concerne les dépenses annexes relatives aux affaires en cours.

La provision pour « dépréciation » concerne la prise en compte de risques sur les filiales. La reprise a été effectuée

Suite à l'abandon de créances accordé à sa filiale Selfloor.

Une provision pour un conflit de voisinage a été constituée à hauteur du montant du préjudice réclamé par le plaignant.

La provision « impôts » constate le gain d'impôt dégagé grâce à l'intégration fiscale et qui devra être éventuellement rétrocédé aux filiales.

Les indemnités de fin de carrière au 31 décembre 2008 ont été calculées selon la méthode rétrospective, avec un taux de rendement à 4,25 %, la table de mortalité INSEE 2007, et par hypothèse une inflation de 1 %.

La provision « contrôle fiscal » est constituée d'une amende éventuelle pour absence de déclaration suite au contrôle de la filiale Selfloor pour 14 K€. Suite à la notification du contrôle fiscal effectué par la Direction Générale des Impôts, la provision pour le montant du risque qui avait été estimé par la société, soit 216 K€, a été reprise et les charges constatées dans l'exercice 2008 pour un montant de 404 K€.

— Autres dettes :

– Dettes libellées en devises étrangères : Les dettes fournisseurs et les découverts bancaires, libellés en devises étrangères qui figurent au bilan pour un montant de 48 K€ ont été converties au taux de clôture.

– Variation des emprunts durant l'exercice : L'opération d'émission de 79 984 obligations à bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions remboursables (« OBSAAR ») d'une valeur nominale unitaire de 500 euros a été souscrite pour la totalité du montant, soit 39,992 millions d'euros. Les OBSAAR ont été souscrites à hauteur de 99,97 % par un pool de banques composé de Fortis Banque Luxembourg, de la Banque de l'Economie du Commerce et de la Monétique, du LCL, du Crédit Agricole Alsace Vosges et du CIC et pour le solde par le public. Les frais d'émission de l'emprunt obligatoire pour un montant de 1 185 K€ ont été passés en charge sur l'exercice.

Les remboursements d'emprunts au cours de l'exercice se sont élevés à 6 716 K€ au titre des remboursements sur emprunts bancaires et à 124 K€ au titre d'un remboursement anticipé sur l'emprunt obligataire.

— Autres postes du passif : Les charges à payer rattachées à l'exercice ont été enregistrées dans les comptes transitoires suivants :

Nature	Montant K€
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	188
Autres emprunts et dettes financières divers	1
Fournisseurs (biens et prestations de services)	1 472
Clients	5 031
Personnel	664
Organismes sociaux	427
Etat	218
Total	8 001

3.3. Eléments communs :

— Etat des échéances des créances : Les délais de recouvrement des créances se résument comme suit :

	Montant	Moins d'un an	Plus d'un an
Actif immobilisé	43 166	6 622	36 544
Actif circulant	31 809	31 809	0
Total	74 975	38 431	36 544

— Etat des échéances des dettes : Les différentes dettes de la société sont exigibles d'après l'échéancier suivant :

	Montant	Moins d'un an	De un à cinq ans	Plus de cinq ans
Dettes financières	45 911	12 302	33 609	0
Autres dettes	15 388	15 388	0	0
Total	61 299	27 690	33 609	0

— Dettes et créances représentées par des effets de commerce : Il s'agit d'effets de commerce attachés à des créances clients pour un montant de 3 805 K€.

— Ecart de conversion : Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'inscription en comptabilité. Les dettes et créances en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de cette actualisation est portée au bilan en « Ecart de conversion ».

Les comptes bancaires sont ajustés au cours de clôture. La contrepartie est constatée en résultat financier.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques en totalité.

Les postes concernés sont les suivants :

Poste	Ecart actif			Ecart passif
	Total	Provisions pour risque	Net	
Créances d'exploitation	201	201	0	0
Dettes financières	0	0	0	0
Dettes d'exploitation	0	0	0	4
Total	201	201	0	4

#### 4. – Notes sur le compte de résultat.

Chiffres d'affaires

— Ventilation du chiffre d'affaire par marché géographique :

Eléments	2008	2007
France	46.882	47.912
Export	31.533	50.674
Total	78.415	98.586

— Autres produits et charges :

(En milliers d'euros)	2008	2007
Loyers (1)	1 985	1 663
Autres	62	68
Total autres produits	2 047	1 731
Redevances licences	1 844	2 161
Autres	154	99
Total autres charges	1 998	2 260

(\*) Dont des refacturations de loyers aux filiales pour un montant de 1 172 € en 2008 et 1 115 en 2007 qui sont passées en charges pour les mêmes montants.

— Frais de recherche développement : Les dépenses liées aux activités de recherche ayant pour but d'acquérir des connaissances scientifiques et des techniques nouvelles sont comptabilisés en charges. Elles figurent dans le compte de résultat pour un montant de 296 K€ et se ventilent de la manière suivante :

Eléments	2008	2007
Personnel	519	516
Amortissements	52	582
Frais généraux	416	246
Total	987	1.444
CIR	296	314

— Résultat financier :

(En milliers d'euros)	2008	2007
Escomptes obtenus	1 464	2 063
Gain de change	49	30
Revenus sur placements	2 819	802
Reprise sur provisions	443	5 120
Intérêts de retard	0	51
Autres produits	5	208
Produits financiers	4 780	8 274
Provision sur immobilisations financières	88	0
Intérêts (**)	1 356	560
Provision pour risque de change	201	447
Escomptes accordés	352	528
Perte de change	210	259
Perte sur créances liée à des participations	700	0
Autres charges	0	5
Charges financières	2 907	1 799
Résultat financier	1 873	6 475

(\*\*) Dont 148 K€ de produits sur 2008 liés aux opérations de couverture de taux.

— Résultat exceptionnel :

(En milliers d'euros)	2008	2007
Cession d'éléments d'actif	1	78
Reprise provision amortissements dérogatoires	684	284
Produits sur exercices antérieurs	34	39
Reprise provisions exceptionnelles	216	2 798
Redressement contrôle fiscal	54	549
Produits exceptionnels	989	3 748
Cession d'éléments d'actif	626	5 201
Dommages et intérêts	31	107
Provision amortissements dérogatoires	351	500
Provision pour hausse des prix	26	54
Dotations provisions exceptionnelles	126	789
Autres charges exceptionnelles	41	0
Charges exceptionnelles	1 201	6 651
Résultat exceptionnel	-212	-2 903

— Impôts sur les sociétés :

– Ventilation de l'impôt sur les bénéfices : La répartition de l'impôt sur les bénéfices, sur le résultat courant et sur le résultat exceptionnel est la suivante :

(En milliers d'euros)	Courant	Exceptionnel	Total
-----------------------	---------	--------------	-------

Résultat avant impôts	3 398	-212	3 185
Réintégrations	1 154	41	1 195
Déductions	- 2 120	-216	- 2 336
Résultat fiscal	2 432	-388	2 044
Résultat fiscal imposable à - 33,33 %	2 432	-388	2 044
Impôt sur les sociétés à :			
- 33,33%			681
- Contribution 3,3 %			0
Crédit d'impôt			-1
Contrôle fiscal			537
Intégration fiscale – charges			505
Intégration fiscale – produits			-507
Impôt			1 215
Participation des salariés			0
Résultat net			1 970

— Information sur la situation fiscale différée ou latente : La variation des impôts différés ou latents est analysée comme suit :

Nature	Début d'exercice		Variations		Fin exercice	
	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif
I. Décalages certains ou éventuels						
1° Provisions réglementées						
Provision pour hausse des prix		70		6		76
Amortissements dérogatoires		765		-136		629
2° Subventions d'investissement		0		0		0
3° Charges non déductibles temporairement :						
A déduire l'année suivante						
Organic	55		-12		43	
Participation des salariés	0		0		0	
A déduire ultérieurement						
Provisions pour retraite	108		11		119	
Total	163	835	-1	-130	162	705
II. Eléments à imputer	0					
III. Eléments de taxation éventuelle		0				

Le taux appliqué à l'ouverture est de 34,43 % et celui de la clôture 33,33 %.

– Intégration fiscale : La convention d'intégration fiscale signée le 21 décembre 2004 entre EPI et ses filiales, prévoit que les économies d'impôt réalisées par le groupe qu'elle qu'en soit l'origine sont conservées par EPI et sont considérées comme des profits au titre de l'exercice où les économies sont réalisées. Toutefois, dans l'hypothèse où les filiales redeviennent bénéficiaires, EPI leur restituera l'économie réalisée et comptabilisera la charge définitive correspondante, qui aura fait l'objet au préalable d'une provision.

Les sociétés appartenant au groupe EPI 2008 sont les suivantes : EPI (tête de groupe), ALSAPAN, SELFLOOR et ALSAPAN FLOORING.

IS Hors intégration	Imputation des charges et produits d'intégration fiscale	Provision IS	IS Après intégration
384	541	507	664

#### 5. – Autres informations.

— Contrats de crédits baux et de locations : Les engagements de crédits baux immobiliers, mobiliers et de locations mobilières sont définis dans le tableau ci-après :

Postes du bilan	Valeur d'origine	Amortissement de l'exercice	Amortissements Cumulés	Redevances payées		Redevances restant à payer			
				de l'exercice	cumulées	jusqu'à 1 an	de 1 à 5 ans	à plus de 5 ans	Total
Installations techniques, matériel et outillage	3 169	258	2 170	109	1 910	109	434	91	634
Terrains et constructions	12 567	581	3 929	898	7 545	Les contrats étant à taux variables, l'information relative aux redevances, n'est pas connue avec une précision suffisante.			

La valeur résiduelle sur les crédits baux immobiliers est de 0,15 €.

Les amortissements mentionnés ont été calculés selon les normes de consolidation IFRS appliquées dans le groupe EPI.

— Engagements reçus : L'abandon de créance d'un montant de 700 K€ octroyé à la filiale SELFLOOR est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune.

— Dettes garanties par des suretés réelles : L'avance preneur ALSAPAN - société ayant fusionné avec EPI en 2005 - est nanti pour un montant de 82 K€ au profit de ALSABAIL dans le cadre d'un contrat de crédit-bail immobilier.

Les emprunts restant au 31 décembre 2008 et à échéance en février 2011 avaient bénéficié d'un nantissement sur titres.

Bénéficiaires	Montant au 31/12/2008	Garanties réelles
Crédit Agricole	800	Nantissement sur titres
Banque Populaire	1 000	Nantissement sur titres
Société Générale	800	Nantissement sur titres
Total	2 600	

Dans le cadre de l'emprunt obligataire et du crédit revolving souscrits par la société, les titres de la filiale ALSAPAN ont été nantis en totalité. EPI s'est également porté caution pour des emprunts contractés par ses filiales pour un montant de 1 269 K€ au 31 décembre 2008.

Covenants : Par convention, la société EPI s'est engagé à respecter des ratios de solvabilité et de fonds propres. Les ratios utilisés sont principalement du type « endettement net consolidé / fonds propres consolidés » et « endettement net consolidé / EBITDA consolidé ». Les valeurs plafonds à ne pas dépasser varient suivant les contrats passés avec les banques. Le groupe n'anticipe pas de difficultés à les respecter pour l'avenir.

Contrats d'échange de taux d'intérêts : En Avril et Août 2008, la société EPI a souscrit des contrats de couverture de taux pour se prémunir contre le risque de hausse des taux variables. Ces contrats sont destinés à couvrir le risque sur les emprunts à taux variable et notamment l'emprunt OBSAAR. Suite à l'actualisation des flux futurs en fonction des estimations d'évolution de l'EURIBOR 3M, il en résulte une perte latente de 1 449 K€ au 31 décembre 2008. Par ailleurs, dans les comptes 2008, un gain financier de 148 K€ a été enregistré au titre de ces couvertures.

— Passifs éventuels : Il n'y a pas de passif en dehors de ceux ayant fait l'objet d'une provision et mentionnés ci-dessus.

— Informations sur l'action EPI : Nous avons pu constater, sur le titre, les mouvements moyens suivants :

Janvier 2008	Février 2008	Mars 2008	Avril 2008	Mai 2008	Juin 2008	Juillet 2008	Août 2008	Septembre 2008	Octobre 2008	Novembre 2008	Décembre 2008	Janvier 2009	Février 2009
229	471	322	258	220	25	105	466	279	541	832	800	94	65

L'évolution des cours entre janvier 2008 et Février 2009 est indiquée dans le tableau suivant. (Les cours antérieurs à 2008 ont été transmis dans les annexes 2007).

Cours	Janvier 2008	Février 2008	Mars 2008	Avril 2008	Mai 2008	Juin 2008	Juillet 2008	Août 2008	Sept 2008	Octobre 2008	Novembre 2008	Décembre 2008	Janvier 2009	Février 2009
Cours moyen	8 21	9 26	9 95	10 20	10 20	9 69	9 18	10 86	9 77	8 92	8 90	7 96	7 80	8 02
Plus haut du mois	8 97	9 90	10 20	10 20	11 00	10 35	10 30	10 95	10 46	9 60	9 50	8 00	8 00	8 02
Plus bas du mois	7 76	8 40	8 96	10 20	9 21	9 32	8 51	10 80	9 51	8 01	8 00	7 90	7 20	8 02

Le résultat par action est défini dans le tableau ci-dessous, sachant que le capital est composé de 3 249 454 actions :

(En euros)	2008	2007
Résultat net	0,61	1,04
Résultat courant avant impôt	1,05	1,15

— Eléments concernant les entreprises liées :

— Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société : La société mère consolidant les comptes de la Société est STRUB SA, ayant son siège à DUPPIGHEIM, avenue Jean Prêcheur.

— Tableau des éléments concernant les entreprises liées et les participations :

(En milliers d'euros)	Montant concernant les entreprises	
	liées	avec lesquelles la société à un lien de participation
Valeur nette des participations	9 685	
Valeur nette des créances rattachées à des participations	42 330	
Créances clients et comptes rattachés	2.528	
Autres créances	0	
Emprunts et dettes financières divers	0	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	404	
Autres dettes	1 953	
Produits de participation	1 735	
Autres produits financiers	0	
Charges financières	0	

— Informations sociales : La ventilation de l'effectif moyen à temps complet se présente comme suit :

	Personnel salarié	Intérimaires
Cadres	38	0
Employés	43	0
Ouvriers	125	6
Total	206	6

Au 31 décembre 2008, le solde des heures entrant dans le droit individuel à la formation (DIF), par les salariés ayant au moins un an d'ancienneté à cette date, représente 13 620 heures. Au total, depuis le 7 mai 2005, 1 182 heures ayant fait l'objet d'une demande, ont été utilisées dans le cadre du DIF.

— Rémunérations et avantages en nature des organes d'administration et de directions :

– Conseil de surveillance : le président du conseil de surveillance ne perçoit pas de rémunération mensuelle. Les frais exposés dans l'exercice des fonctions et en vue d'assister aux réunions du conseil sont remboursés aux membres, sur présentation de justificatifs. Aucun jeton de présence n'est versé.

– Directoire : Monsieur Jean-Jacques STRUB et Monsieur Gérard VOIRIN, respectivement Président du Directoire et Directeur Général, ne sont pas rémunérés directement. La société EPI rémunère les prestations rendues à son profit par d'autres sociétés dans lesquelles Monsieur STRUB et Monsieur VOIRIN sont intéressés. Ces montants sont respectivement de 672 K€ et 74 K€.

Les rémunérations versées par l'entreprise aux autres membres du Directoire, à partir du 21 avril 2008 (date de nomination) s'élèvent à 58 K€.

Les membres du directoire sont par ailleurs remboursés des frais qu'ils exposent dans l'exercice de leurs fonctions, sur présentation de justificatifs.

— Honoraires des commissaires aux comptes :

	RSM SEGEC		BOURDIN (2007) MAZARS (2008)	
	Montant HT		Montant HT	
	2008	2007	2008	2007
Audit :				
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés				
Emetteur	80 000	130 000	80 000	130 000
Filiales intégrées globalement	36 800	36 500		
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes				
Emetteur	0	0	0	0
Filiales intégrées globalement	0	0	0	0
Sous-total	116 800	166 500	80 000	130 000
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement				
Juridique, fiscal, social	0	0	0	0

Autres (si > 10 % des honoraires d'audit)	0	0	0	0
Sous-total	0	0	0	0
Total	116 800	166 500	80 000	130 000

## 6. – Tableau de flux de trésorerie.

(En milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Flux de trésorerie liés à l'activité		
Résultat net	1 970	3 386
Amortissements et provisions (hors dépréciation des actifs circulants)	797	-6 843
Autres charges et produits sans incidence sur la trésorerie	626	144
Marge brute d'autofinancement	3 393	-3 313
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		
Stock	2 597	1 940
Créances clients	2 948	-341
Fournisseurs et comptes rattachés	-747	-1 548
Autres variations du BFR	-2 371	99
Flux net de trésorerie généré par l'activité	5 820	-3 163
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
Opérations nettes sur autres immobilisations	-600	-931
Immobilisations financières	-29 969	-2 441
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-30 569	-3 372
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Nouveaux emprunts	39 868	0
Remboursements d'emprunts et dettes financières diverses	-6 702	-4 227
Variation autres dettes financières	-124	0
Variation des lignes de crédit	1 706	-208
Variation comptes courants	2 083	-446
Dividendes versés aux actionnaires	0	-178
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	36 831	-5 059
Variation de trésorerie	12 082	-11 594
Trésorerie active à l'ouverture	6 676	18 270
Trésorerie active à la clôture	18 758	6 676

## IV. — Projet d'affectation du résultat.

Il sera proposé d'affecter le résultat de l'exercice qui s'élève à 1 970 233 € au compte « Autres réserves ».

## B. — Comptes consolidés au 31 décembre 2008.

## I. — Bilan consolidé.

(En milliers d'euros).

Actifs	Note	2008	2007
Actifs non courants :			
Ecarts d'acquisition	4 & 8	4 519	3 623
Immobilisations incorporelles	4 & 8	2 468	1 969
Immobilisations corporelles	5, 6 & 8	58 139	54 736
Immeubles de placement	7 & 8	235	235
Participations comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence		0	0

Autres actifs financiers	9	1 144	6 416
Impôts différés	10	2 513	2 048
Total actifs non courants		69 018	69 027
Actifs courants :			
Stocks	11	31 975	36 920
Clients	12 & 23	51 627	60 676
Autres débiteurs	13	11 422	8 626
Trésorerie & Equivalents trésorerie	14	23 830	4 718
Actifs destinés à être cédés		0	0
Total actifs courants		118 854	110 940
Total des actifs		187 872	179 967
Capitaux propres :			
Capital émis & réserves attribuables aux porteurs de capitaux propres de la société mère	15	71 027	66 405
Résultat de l'exercice		482	3 639
Intérêts minoritaires		0	3 990
Total capitaux propres		71 509	74 034
Passifs non courants :			
Emprunts portant intérêts	16	49 942	31 324
Provision pour pensions & avantages assimilés	17	2 278	2 488
Autres provisions	18	1 904	1 894
Impôts différés	19	7 829	7 559
Autres dettes		0	0
Total passifs non courants		61 953	43 265
Passifs courants :			
Fournisseurs	23	11 227	14 384
Part à court terme des emprunts portant intérêts	16	17 133	20 433
Passif d'impôt exigible		26	1 130
Autres créditeurs	20	21 490	22 808
Autres provisions	21	4 534	3 913
Autres passifs financiers		0	0
Passifs destinés à être cédés		0	0
Total passifs courants		54 410	62 668
Total des capitaux propres et des passifs		187 872	179 967

## II. — Compte de résultat consolidé.

(En milliers d'euros).

(En milliers d'euros)	Notes	Année 2008		Année 2007	
Chiffre d'affaires		235 293		240 185	
Autres produits de l'activité		278		325	
Total produits		235 571	100,00 %	240 510	100,00 %
Achats consommés		146 195		160 303	
Charges du personnel	30	32 228		31 537	
Charges externes		35 280		39 244	
Impôts et taxes		3 417		3 245	
Dotations aux amortissements	25	7 504		6 416	
Dotations aux provisions	25	-231		- 3 979	

Variation de stocks produits finis et en cours de production		3 194		- 5 782	
Autres produits et charges d'exploitation		2 216		1 097	
Résultat opérationnel courant		5 768	2,45 %	8 429	3,50 %
Autres produits et charges opérationnels	26	-841		-184	
Résultat opérationnel		4 927	2,09 %	8 245	3,43 %
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	27	946		926	
Coût de l'endettement financier brut	27	4 080		2 159	
Coût de l'endettement financier net		3 134	1,33 %	1 233	0,51 %
Autres produits financiers	28	647		369	
Autres charges financières	28	1 401		709	
Charge d'impôts	29	557		2 104	
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		0		0	
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		482	0,20 %	4 568	1,90 %
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession				0	
Résultat net		482	0,20 %	4 568	1,90 %
Part du groupe		482		3 639	
Intérêts minoritaires		0		929	
Résultat par action €	Note 24	0,15		1,12	
Résultat dilué par action €	Note 24	0,15		1,12	

### III. — Variation des capitaux propres consolidés.

(En milliers d'euros).

	Capital	Primes	Réserves et résultats groupe	Réserves de conversion	Capitaux propres part de groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres IFRS au 31 décembre 2005	6 499	12 530	48 237	13	67 279	3 526	70 805
Résultat			347		347	929	1 276
Variation de périmètre			-39		-39	39	0
Dividendes			0		0	0	0
Ecarts de conversion				-89	-89		-89
Corrections d'erreurs			-5		-5	-76	-81
Autres produits et charges enregistrés en capitaux propres			0		0	0	0
Capitaux propres IFRS au 31 décembre 2006	6 499	12 530	48 540	-76	67 493	4 418	71 911
Résultat			3 639		3 639	929	4 568
Variation de périmètre			64		64	-1 247	-1 183
Dividendes					0	-114	-114
Ecarts de conversion				-80	-80		-80
IFC WELLE et ROYSOL antérieures aux acquisitions			-685		-685		-685
Amortissements SCI Merkel antérieurs à l'acquisition			-394		-394	-4	-398
Autres produits et charges enregistrés en capitaux propres			7		7	8	15
Capitaux propres IFRS au 31 décembre 2007	6 499	12 530	51 171	-156	70 044	3 990	74 034
Résultat			482		482	0	482
Variation de périmètre			-4		-4	-3 993	-3 997
Dividendes			0		0	0	0
Ecarts de conversion				182	182	3	185
Ecart de change sur investissement net en Russie				-545	-545	0	-545
Composante capitaux propres d'émission d'obsaar			1 350		1 350		1 350
Capitaux propres IFRS au 31 décembre 2008	6 499	12 530	52 999	-519	71 509	0	71 509

**IV. — Tableau de flux de trésorerie consolidés.**

(En milliers d'euros).

	31/12/2008	31/12/2007
Flux de trésorerie liés à l'activité		
Résultat net des sociétés intégrées	482	4 568
Amortissements et provisions (hors dépréciation des actifs circulants)	7 799	2 970
Autres charges et produits sans incidence sur la trésorerie	-136	-570
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	8 145	6 968
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		
Stock	4 945	-5 365
Créances clients	9 224	-8 688
Fournisseurs et comptes rattachés	-3 049	-4 317
Autres variations du BFR	-5 093	6 649
Impact du changement de périmètre sur la variation du BFR	-255	
Flux net de trésorerie généré par l'activité	13 917	-4 753
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
Opérations nettes sur autres immobilisations	-12 435	-8 427
Créance sur cessions des immobilisations	0	0
Immobilisations financières	6 028	3 950
Acquisition d'instruments de capitaux	-4 365	-995
Augmentation de capital par émission de titres	0	0
Ecart d'acquisition	0	0
Impact du changement de périmètre sur la variation des opérations d'investissement	-201	
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-10 973	-5 472
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Nouveaux emprunts "OBSAAR"	38 883	0
Remboursements d'emprunts et dettes financières diverses	-15 401	-3 861
Variation des lignes de crédit	-6 813	1 561
Variation comptes courants	0	0
Dividendes versés aux actionnaires	0	-113
Impact du changement de périmètre sur la variation des opérations de financement	55	0
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	16 724	-2 413
Variation de trésorerie	19 668	-12 638
Impact des variations des taux de change	14	-28
Trésorerie active à l'ouverture	4 718	17 384
Impact du changement de périmètre sur la variation de trésorerie	570	
Trésorerie active à la clôture	23 830	4 718

**V. — Notes annexes aux états financiers consolidés.**

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers du groupe Epi sont préparés en application des normes internationales d'information financière ou « International Financial Reporting Standards » (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2005.

## Note 1. – Généralités.

EPI SA a été créée le 19 mars 1993. Elle a la forme de société anonyme de droit français à Directoire et Conseil de Surveillance. Son siège social est situé 1, rue de l'Europe, 67521 Marlenheim Cedex.

Le groupe EPI produit et commercialise des revêtements de sol mélaminés (RDS) et des pièces ou des meubles en kit à base de panneaux mélaminés ou enrobés.

Les états financiers consolidés annuels au 31 décembre 2008 établis en milliers d'euros reflètent la situation comptable D'EPI SA et de ses filiales.

### Note 2. – Référentiel comptable.

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière ou « International Financial Reporting Standards » (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne.

Les comptes annuels des sociétés du groupe, au 31 décembre 2008, sont établis conformément à la réglementation française en vigueur résultant des arrêtés du comité de la réglementation comptable (CRC) sauf pour les sociétés FINALAM, HAUTECOEUR Paris Espana, DGS, FLOORIAN et EPI VOSTOK. Ils sont retraités afin d'être mis en harmonie avec les principes comptables retenus pour l'établissement des états financiers consolidés.

Pour la première application des IFRS, les options suivantes ont été retenues conformément à la norme IFRS 1 :

Exemptions	Appliquée	Non appliquée	N.A.
Regroupement d'entreprise	OUI		
Juste valeur utilisée comme coût présumé			X
Avantage au personnel			X
Ecart cumulés de change	OUI		
Instruments financiers composés			X
Décalages dans l'application des IFRS entre sociétés du groupe			X
Classification des instruments financiers	OUI		
Paiement en actions			X
Contrats d'assurance			X
Coûts de démantèlement			X

Il est à noter qu'il n'y a pas d'éléments qui s'opposent au principe de continuité de l'exploitation, en cette période de crise à la fois financière et économique.

2.1. Présentation des états financiers consolidés. — Les états financiers sont présentés en K€ sauf indications contraires. Les états financiers consolidés du Groupe sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des éléments suivants qui sont enregistrés à la juste valeur lors de leur première consolidation :

– Les comptes d'actifs et passifs des sociétés étrangères DGS et FLOORIAN, dont les comptabilités sont tenues en US\$, ont été convertis selon la méthode du cours de clôture, soit 1,3917 au 31 décembre 2008. Pour la société EPI VOSTOK qui est tenue en RUR, le cours de clôture au 31 décembre 2008 est de 41,283.

– Les comptes de résultat de DGS et FLOORIAN ont été convertis selon un cours moyen de 1,47259 et celui d'EPI VOSTOK à un cours de 36,74921. Les écarts de conversion constatés sont comptabilisés dans les capitaux propres.

Les actifs destinés à être cédés ou consommés au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe, ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants. Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes. Toutes les autres dettes sont non courantes.

2.2. Principes de consolidation. — La méthode de l'intégration globale est appliquée aux états financiers des filiales, SELFLOOR, FINALAM, ALSAPAN, HAUTECOEUR, HAUTECOEUR Paris Espana, DGS, EPI VOSTOK, FLOORIAN et la SCI LA CHAPELLE WENDELIN ainsi que les entités ad hoc LOCOFI et SCI MERKEL qui gèrent exclusivement les biens immobiliers des sites de Marlenheim, d'Erstein et de La Courtine. Toutes les transactions significatives entre les sociétés consolidées sont éliminées de même que les résultats internes au groupe (plus values, dividendes etc ...).

Toutes les sociétés entrant dans le périmètre de consolidation clôturent leur exercice comptable au 31 décembre 2008.

Les écarts d'acquisitions sont constitués de la différence entre le coût d'acquisition des titres de participation et l'évaluation totale des actifs et des passifs identifiés à la date d'acquisition.

Conformément à l'IAS28 & à l'IFRS3, ils ne sont plus amortis depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

2.3. Méthodes et règles d'évaluation. — La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques dans l'hypothèse du principe de continuité d'exploitation.

Les comptes annuels des sociétés consolidées sont arrêtés conformément aux principes comptables et méthodes d'évaluation retenus pour le Groupe. Ils sont retraités afin d'être mis en harmonie avec les principes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés.

L'établissement des comptes consolidés implique l'utilisation d'estimations et d'hypothèses ayant une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif. Ces estimations sont établies, sur la base d'une continuité d'exploitation, en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Ces estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou si de nouvelles informations venaient modifier ou compléter celles-ci. Les résultats effectifs futurs peuvent être différents de ces estimations. Les principales estimations effectuées par la Direction lors de l'établissement des états financiers portent sur :

Les hypothèses retenues pour l'évaluation de certaines provisions : Provisions pour litiges, et départ en retraite.

L'appréciation des durées d'utilisation de certaines immobilisations corporelles.

Les hypothèses et estimations utilisées pour la mise en oeuvre des tests de dépréciation annuels sur les goodwill et autres actifs incorporels.

La nature et le montant de ces estimations sont présentés dans les notes détaillées des rubriques comptables correspondantes.

2.3.1. Retraitement des crédits baux et locations financières : Les biens immobiliers et mobiliers dont le Groupe a la disposition par contrat de crédit-bail ou location financière sont traités dans le bilan et le compte de résultat consolidé comme s'ils avaient été acquis par emprunt. En conséquence, les postes d'immobilisations corporelles ont reçu les montants financés à l'origine par un organisme de crédit-bail ou de location financière en contrepartie d'un « emprunt » inscrit au passif. Ces immobilisations sont amorties selon leur durée réelle d'utilisation. Les annuités de crédit-bail ou locations financières sont éliminées et remplacées :

– Par une dotation normale aux amortissements correspondant aux immobilisations concernées ;

– Par une charge financière relative à l'emprunt issu du retraitement des opérations de crédit-bail et de location financière.

2.3.2. Actifs immobilisés : Conformément à la norme IAS 16, "Immobilisations corporelles" et à la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles", seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations.

Conformément à la norme IAS 36, « Dépréciation d'actifs », lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles dont la durée d'utilisation est définie, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à la valeur recouvrable, celle-ci étant définie comme la plus élevée de la juste valeur (diminuée du coût de cession) et de la valeur d'utilité. Dans le cas où le montant recouvrable serait inférieur à la valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants. Se reporter à la Note 8 "tests de valeur des actifs".

Pour les goodwill dont la durée de vie n'est pas définie, le même test de dépréciation est réalisé chaque année. Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définie peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient plus élevée que la valeur nette comptable (dans la limite de la dépréciation initialement comptabilisée) ; pour les goodwill, la dépréciation constatée est irréversible. La valeur des goodwill déterminée en normes françaises n'a pas été modifiée en IFRS s'agissant exclusivement de goodwill apparus à l'occasion d'opérations antérieures à la date de transition : En effet, conformément à l'exemption prévue par IFRS 1 sur la norme IFRS 3 relative au retraitement rétrospectif des regroupements d'entreprises, les valeurs attribuées en principes français aux actifs et passifs des sociétés acquises n'ont pas été remises en cause.

Les immobilisations représentatives de fonds de commerce en normes françaises ne répondant plus à la définition d'une immobilisation incorporelle, sont maintenant assimilées aux goodwill. Les normes IFRS imposent de ne plus amortir les goodwill. Avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004, ils étaient amortis linéairement sur une durée de 5 ou 10 ans selon les segments.

Comme indiqué ci-dessus, des tests de dépréciation sont mis en place, conformément à IAS 36, au minimum une fois par an (généralement en fin d'année) au niveau des unités génératrices de trésorerie auxquelles le goodwill a été affecté lors de l'acquisition.

La méthodologie est explicitée dans la Note 8 "tests de valeur des actifs".

Pour les autres immobilisations incorporelles et corporelles, se reporter aux Notes 4 et 5.

2.3.3. Impôts différés : La fiscalité différée correspond à l'impôt calculé et jugé récupérable sur les décalages temporaires d'imposition, les éventuels reports fiscaux déficitaires et certains retraitements de consolidation.

En outre, le montant d'impôt ainsi déterminé est, le cas échéant, influencé par la variation de la créance ou de la dette que provoque le changement du taux d'impôt sur les sociétés d'une année sur l'autre (méthode du report variable).

Les différences temporaires et les retraitements générant de l'impôt différé actif détaillé dans la note N° 10, ont fait l'objet d'un test permettant de s'assurer de l'utilisation probable de cet actif dans un délai raisonnable.

2.3.4. Intégration fiscale : La convention d'intégration fiscale signée le 21 décembre 2004 entre EPI et ses filiales, prévoit que les économies d'impôt réalisées par le groupe qu'elle qu'en soit l'origine sont conservées par EPI et sont considérées comme des profits au titre de l'exercice où les économies sont réalisées. Toutefois, dans l'hypothèse où les filiales redeviennent bénéficiaires, EPI leur restituera l'économie réalisée et comptabilisera la charge définitive correspondante.

Les sociétés appartenant au groupe EPI 2008 sont les suivantes : EPI (tête de groupe), ALSAPAN, SELFLOOR et ALSAPAN FLOORING.

2.3.5. Nouvelles normes et interprétations : Les normes IAS/IFRS appliquées par la société sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du 31 décembre 2006. Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS et interprétations de l'IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2007 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2007. Celles-ci portent sur :

– La norme IFRS7 relative aux informations à fournir sur les instruments financiers. Cette nouvelle norme a principalement comme impact d'ajouter des informations quantitatives sur les instruments financiers. L'analyse des risques prévus par la norme IFRS7 figure dans la Note 36. L'information concernant les actifs et passifs impayés figure dans la Note 23 ;

– L'amendement à IAS 1, adopté par l'Union Européenne le 11 janvier 2006, s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007. Son objectif est de fournir des informations sur les objectifs, la politique et les procédures de gestion du capital du Groupe. Les informations prévues dans cet amendement sont présentées en Note 15 ;

– l'interprétation IFRIC 10 relative au traitement des dépréciations dans l'information financière intermédiaire.

Certaines interprétations applicables pour la première fois sur l'exercice 2007 n'ont pas été mise en place car elles n'entrent pas dans le cadre des opérations effectuées par le groupe EPI. Cela concerne les interprétations suivantes :

– IFRIC 7 relative aux modalités de retraitement des états financiers selon la norme IAS 29 portant sur les informations financières dans les économies hyperinflationnistes ;

– IFRIC 8 relative au champ d'application de la norme IFRS 2 portant sur le paiement fondé sur des actions ;

– IFRIC 9 relative à la réévaluation des dérivés incorporés.

L'application de ces nouvelles normes et interprétations n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat et la situation nette de la période.

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application des normes et interprétations est optionnelle sur une période, celles-ci ne sont pas appliquées. Sont donc concernées :

– L'interprétation IFRIC 11 issu du règlement du 1<sup>er</sup> juin 2007 (CE n° 611/2007) et relative au traitement des actions propres et des transactions intra-groupes dans le cadre de la norme IFRS 2 portant sur le paiement fondé sur des actions. Cette interprétation sera appliquée pour la première fois au 1<sup>er</sup> janvier 2008 si l'analyse confirme son application au sein du groupe EPI.

– La norme IFRS 8 issue du règlement du 21 novembre 2007 (CE n° 1358/2007) relative aux secteurs opérationnels et remplaçant la norme IFRS 14 relative à l'information sectorielle. Cette interprétation sera appliquée pour la première fois au 1<sup>er</sup> janvier 2009.

Aucune analyse n'ayant encore été faite à ce jour, le groupe EPI ne peut évaluer l'impact de l'application de ces normes et interprétations sur son résultat et sa situation nette.

Enfin, les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par le groupe EPI au 31 décembre 2008.

2.3.6. Changements de méthodes comptables : En 2007, les capitaux propres du groupe ont été diminués de 685 K€, représentant la valeur des indemnités de fin de carrière évaluées aux dates d'acquisitions des sociétés Welle France pour 645 K€, et Roysol pour 40 K€. Ils ont également été diminués de 398 K€ représentant les amortissements des immeubles depuis leur origine jusqu'à la date de reprise de la SCI Merkel. En effet lorsqu'un nouveau membre soumis à l'IS entre au capital d'une SCI, la date de début d'amortissement des biens inscrits à l'actif de cette SCI est non pas la date d'entrée au capital, mais la date de mise en service de ces actifs.

2.3.7. Emprunt Obligataire : En 2008, suite à l'émission d'un emprunt obligataire à bons de souscription d'actions remboursables "OBSAAR", conformément à l'IAS32, la composante dette de l'emprunt a été évaluée par actualisation des flux de trésorerie liés à l'emprunt en appliquant le taux qu'aurait pu obtenir le groupe pour la souscription d'un emprunt obligataire analogue non assorti de bons de souscriptions. Par ailleurs, selon l'IAS39, le passif a été minoré des frais directs d'émission. Cette minoration a été faite au prorata de la composante dette et capitaux propres définie précédemment. Il en résulte un accroissement des capitaux propres de 1 350 K€.

2.3.8. Investissement net à long terme en Russie : La maison mère du groupe a financé sous forme de prêts à long terme en \$ et en €, l'implantation de sa filiale détenue à 100 % en Russie. Dans la mesure où le remboursement de la dette n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible l'IAS 21 §15 est applicable. EPI Vostok a démarré son activité opérationnelle de production de revêtement de sol à la fin du premier semestre 2008, les premières commercialisations de ces produits sont intervenues au courant du deuxième semestre 2008. Le montant des prêts a permis de financer la part de l'investissement nécessaire à la construction de l'usine en Russie au delà du montant du capital social utilisé en totalité par la filiale pour le financement d'une première tranche de travaux. Une autre partie des prêts a été utilisée pour le financement du stock outil nécessaire au démarrage de l'activité en Russie. Ce stock sans lequel l'activité n'aurait pu démarrer est à considérer comme un investissement permanent à long terme et non pas comme un élément du BFR. Il ressort de cette analyse que la moitié des prêts a servi au financement à long terme, l'autre moitié couvrant les besoins en fonds de roulement. En application de la norme IAS21 § 15 relative aux effets des variations des cours des monnaie étrangères, nous avons retraité dans les capitaux propres 50% des écarts de changes constatés dans les comptes sociaux de notre filiale Russe, soit 545 K€.

### Note 3. – Périmètre de consolidation.

Les filiales et participations placées sous le contrôle direct ou indirect de la société mère ou sur lesquelles cette dernière exerce une influence notable sont retenues dans le périmètre de consolidation.

En 2008, le groupe a consolidé sa position dans la société Hautecoeur, suite à l'acquisition par ALSAPAN du solde du capital encore détenu par STRUB SA soit 49 %. Ainsi au 31 décembre 2008, 32,99 % sont détenus par EPI et 67,01 % par ALSAPAN.

Une augmentation de la part groupe dans les filiales de Hautecoeur France en découle.

Fin Novembre 2008, Hautecoeur a cédé l'intégralité de sa participation dans la société Axel Confort. Il en résulte la sortie de périmètre d'Axel qui n'est plus consolidé au 31 décembre 2008, la prise en compte dans le résultat de Hautecoeur d'onze/douzième du résultat 2008 d'Axel Confort.

Les sociétés dont l'importance est négligeable ne sont pas consolidées. Ces dernières ont un volume d'activité faible et ne possèdent pas un patrimoine significatif ; elles n'ont pas d'endettement, ni d'engagements hors bilan ; leurs chiffres d'affaires et leurs résultats représentent respectivement 0 % du chiffre d'affaires et 0 % du résultat consolidé du Groupe. Est concernée en 2008 :

ALSAPAN FLOORING SA (société en sommeil) ayant son siège social à Wasselonne (67310) 6, rue de l'Industrie, détenue à hauteur de 100 % par la société EPI.

Des sociétés dont le pourcentage de détention est inférieur à 50 %, ont été intégrées globalement en vertu du point (b) du paragraphe 13 de l'IAS 27 : Le contrôle existe également lorsque la société mère détenant la moitié ou moins de la moitié des droits de vote d'une entité dispose :

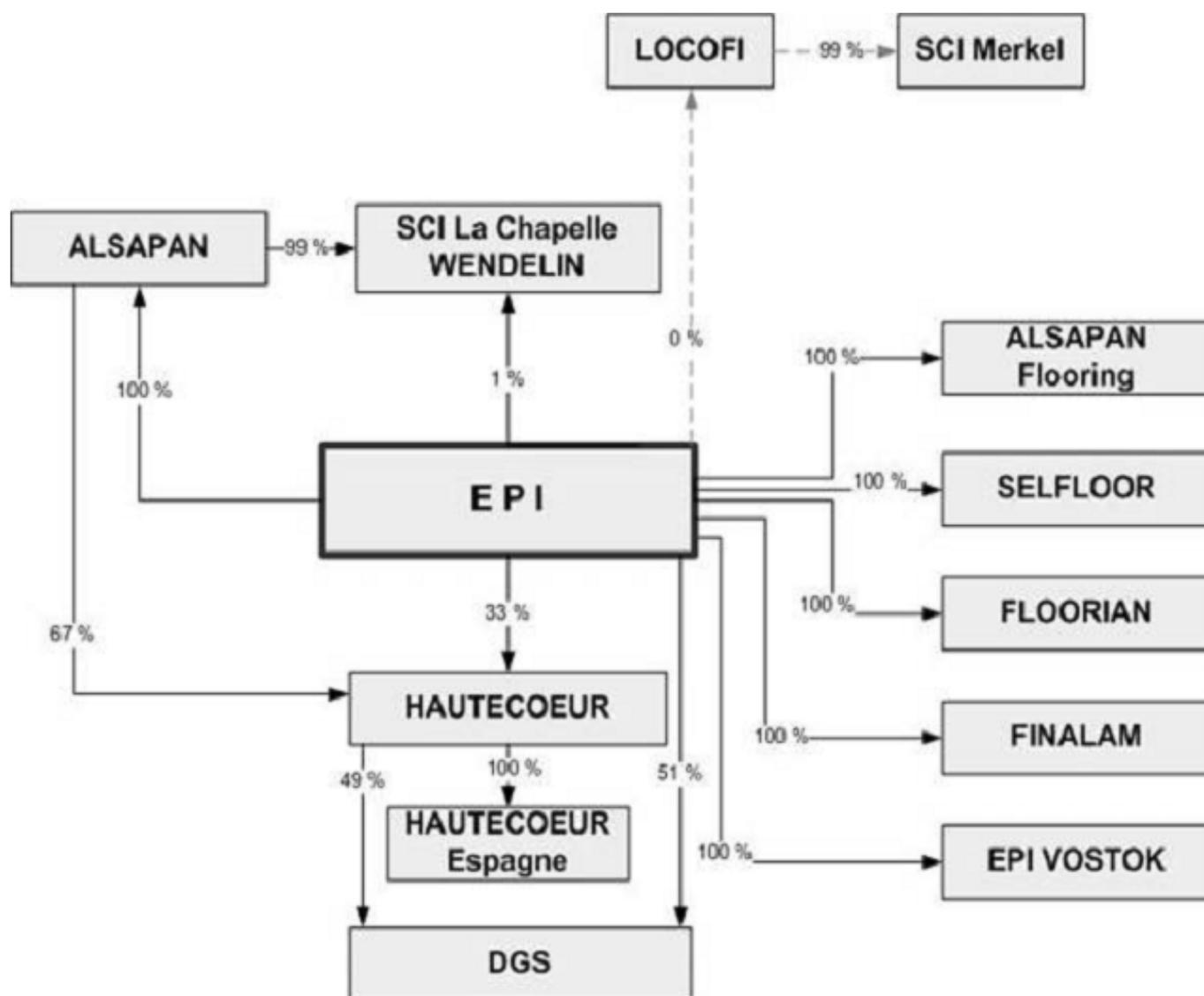
(b) Du pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entité en vertu d'un texte réglementaire ou d'un contrat.

Pour les sociétés ad hoc LOCOFI et sa filiale à 99 %, la SCI MERKEL, EPI contrôle l'activité de ces sociétés et en supporte les risques. En effet l'activité de ces sociétés est menée pour le compte du groupe EPI, selon ses besoins opérationnels spécifiques, de façon qu'EPI en obtienne des avantages. Le chiffre d'affaires de LOCOFI est réalisé exclusivement avec le groupe EPI : Il y a donc une situation de contrôle économique et financier par le groupe EPI. En cas de difficultés économiques de la société LOCOFI, le groupe EPI serait contraint de régler directement aux fournisseurs les loyers, puis à terme de combler le passif de LOCOFI

Le tableau ci-dessous retrace les informations sur le périmètre de consolidation et les méthodes d'intégration :

Entreprise détenue	Siège	N° Siren	Intérêt groupe	Contrôle (%)	Méthode de Consolidation
EPI	Marlenheim (67)	390 625 382	100,00 %	100,00 %	IG
ALSAPAN	Dinsheim s/Bruche (67)	392 213 146	100,00 %	100,00 %	IG
FINALAM	Luxembourg (L)		99,90 %	100,00 %	IG
SELFLOOR	Marlenheim (67)	443 600 754	100,00 %	100,00 %	IG
HAUTECOEUR	ParisBrie Comte Robert(77)	321 438 541	100,00 %	100,00 %	IG
DGS	Hong - Kong		100,00 %	100,00 %	IG
FLOORIAN	Miramar (USA)		100,00 %	100,00 %	IG
HAUTECOEUR PARIS-ESPANA	Madrid (E)		100,00 %	100,00 %	IG
LOCOFI	Colmar (68)	479 851 388	0,00 %	100,00 %	IG
EPI VOSTOK	Moscou (Russie)		100,00 %		IG
SCI LA CHAPELLE WENDELIN	Dinsheim s/Bruche (67)	491 975 918	100,00 %	100,00 %	IG
SCI MERKEL	Marlenheim (67)	378 743 140	0,00 %	100,00 %	IG

### 3.1. Organigramme du groupe :



## Note 4. – Immobilisations incorporelles.

4.1. Ecarts d'acquisition. — Au 31 décembre 2008, le montant net figurant à l'actif du bilan s'élève à 4 519 K€.

	2008			2007		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Alsapan (1)	133	0	133	133	0	133
Hautecoeur	1 727	0	1 727	831	0	831
Alsapan (2)	2 571	0	2 571	2 571	0	2 571
SCI Merkel	88	0	88	88	0	88
Total	4 519	0	4 519	3 623	0	3 623

(1) Suite à la fusion au cours de l'exercice 2007 entre Ozoo et Alsapan Furniture la nouvelle entité se nomme Alsapan ;

(2) Suite à la fusion en 2005 entre Alsapan et EPI.

Suite au rachat par ALSAPAN en juillet 2008 des titres Hautecoeur détenus par STRUB SA, un nouvel écart d'acquisition de 896 K€ a été constaté. Des tests de valeur ont été effectués. Les critères retenus, sont décrits dans les Notes 2 et 8. Ces tests n'ont pas révélé le besoin de constater de dépréciation supplémentaire au 31 décembre 2008.

4.2. Autres immobilisations incorporelles. — Elles sont principalement composées de logiciels qui sont amortis selon les nouvelles règles comptables sur 10 ans, de brevets amortis sur 5 ans et droits de marques non amortissables à partir de 2005.

	2008	2007
--	------	------

	<b>Brut</b>	<b>Amortissements / provisions</b>	<b>Net</b>	<b>Brut</b>	<b>Amortissements / provisions</b>	<b>Net</b>
Concessions, brevets, licences	3 443	1 309	2 134	2 703	1 068	1 635
Fonds commercial	158	107	51	158	107	51
Autres	283	0	283	283	0	283
Total	3 884	1 416	2 468	3 144	1 175	1 969

— Les mouvements sur l'année sont les suivants :

	<b>Augmentations</b>	<b>Diminutions</b>	<b>Changement de périmètre</b>
Concessions, brevets, licences	811	56	15
Fonds commercial	0	0	0
Autres	0	0	0
Total	811	56	15

L'investissement d'ALSAPAN en logiciels de production représente 754 K€ de l'accroissement des immobilisations incorporelles. Le changement de périmètre concerne la sortie d'AXEL Confort.

#### Note 5. – Immobilisations corporelles.

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût historique d'acquisition, augmenté de frais accessoires pour un montant de 95 591 K€. La valeur des immobilisations acquises en devises étrangères a été convertie au cours de douane du mois de l'opération. Conformément à la réglementation comptable, les escomptes sont déduits directement de la valeur brute des immobilisations.

Les amortissements figurent au bilan pour un montant de 37 452 K€. Ils sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie et de l'utilisation probable des biens.

<b>Postes</b>	<b>Durée</b>	<b>Mode</b>
Agencement terrains	25 ans	Linéaire
Constructions	10 à 45 ans	Linéaire
A.A.I des constructions	10 à 30 ans	Linéaire
Agencement aménagement divers	10 à 15 ans	Linéaire
Installations techniques	10 à 20ans	Linéaire
Matériel de transport	5 à 12 ans	Linéaire
Matériel informatique	5 à 15 ans	Linéaire
Mobilier	15 ans	Linéaire

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>2008</b>			<b>2007</b>		
	<b>Brut</b>	<b>Amortissements / provisions</b>	<b>Net</b>	<b>Brut</b>	<b>Amortissements / provisions</b>	<b>Net</b>
Terrains	3 280	295	2 985	3 282	281	3 001
Constructions	34 358	9 883	24 475	28 921	8 233	20 688
Installations techniques	53 160	25 916	27 244	39 867	22 037	17 830
Autres	2 221	1 358	863	2 440	1 369	1 071
En cours	2 572	0	2 572	12 146	0	12 146
Total	95 591	37 452	58 139	86 656	31 920	54 736

L'activité a débuté en Russie. Les bâtiments et aménagements ont été amortis à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008 et l'outil industriel à compter du 1<sup>er</sup> juin 2008, date de début de la production de produits commercialisables. L'investissement en Russie représente au cours du 31 décembre 2008 4,9 M€.

L'accroissement global de la valeur brute des immobilisations corporelles est réalisé par ALSAPAN dont les investissements sur l'année se montent à 11,8 M€. dont 5,7 M€ sous forme de crédit bail.

— Les mouvements sont les suivants :

<b>2008</b>	<b>Augmentations</b>	<b>Diminutions</b>	<b>Changement de périmètre</b>
Terrains	0	2	0

Constructions	6 054	532	85
Installations techniques	15 158	1 855	10
Autres	164	288	95
En cours	0	9 574	0
Total 2008	21 376	12 251	190
Total 2007	8 952	7 903	0

Le changement de périmètre concerne la sortie d'AXEL Confort.

#### Note 6. – Contrats de crédit bail ou location financière.

Conformément à l'IAS17, les montants des biens inscrits dans les immobilisations faisant l'objet d'un contrat de crédit bail ou d'une location financière se décompose comme suit :

	2008			2007		
	Brut	Amortissements / provisions	Net	Brut	Amortissements / provisions	Net
Terrains et constructions	19 767	5 273	14 494	19 767	4 201	15 566
Installations techniques	15 032	7 780	7 252	9 325	6 112	3 213
Total	34 799	13 053	21 746	29 092	10 313	18 779

Le total des loyers restant dus, leur valeur actualisée ainsi que leurs échéanciers se décomposent comme suit :

Total loyers	Au 31/12/2008		Au 31/12/2007	
	Loyers dûs	Loyers Actualisés	Loyers dûs	Loyers Actualisés
Terrains et constructions	12 344	9 705	14 254	10 895
Installations techniques	6 121	5 221	943	769
Total	18 465	14 926	15 197	11 664

Échéancier loyers dûs	Loyers dus au 31/12/2008			Loyers dus au 31/12/2007		
	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Terrains et constructions	1 848	6 540	3 956	1 909	6 866	5 479
Installations techniques	1 040	3 671	1 410	138	552	253
Total	2 888	10 211	5 366	2 047	7 418	5 732

Échéancier loyers actualisés	Loyers actualisés au 31/12/2008			Loyers actualisés au 31/12/2007		
	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Terrains et constructions	1 626	5 273	2 806	1 705	5 511	3 679
Installations techniques	976	3 160	1 085	128	457	184
Total	2 602	8 433	3 891	1 833	5 968	3 863

Le taux d'actualisation des loyers est de 3,73 %, Taux Moyen des Obligations au 31 décembre 2008.

Certains contrats de crédit bail mobilier ou de longue durée n'ont pas été retraités car ils ne représentent pas une importance significative à l'échelle de l'ensemble consolidé.

En outre, un ensemble d'équipements comprenant une calandre thermique et une ligne de sciage et de convoyage d'une valeur de 1.219 K€ pris en location au cours du premier semestre 2006, n'a pas été considéré comme une location financière parce que l'intention du groupe est de ne pas louer ce matériel jusqu'au terme du contrat d'une durée de 4 ans. En effet, ce matériel est voué à une autre affectation.

#### Note 7. – Immeuble de placement.

La SCI La Chapelle Wendelin a acquis une maison d'habitation au cours du deuxième semestre 2006 pour un montant de 180 K€. Sa vocation est de louer cet immeuble à un tiers. Compte tenu de la localisation du bien et des travaux à engager avant location, le prix d'acquisition est représentatif de la juste valeur du bien. Conformément à l'IAS 40, ce bien, classé en immeuble de placement, n'est pas amorti, et fait l'objet de tests de valeur. Une parcelle de terrain voisine a été rachetée pour 55 K€ portant la valeur comptable de l'immeuble à 235 K€, valeur représentative de la juste valeur.



Valeur d'Utilité sensibilité à une augmentation de 1% du WACC	40 471	4 338	9 910	54 719	80 192	7 735	142 646		142 646
---	--------	-------	-------	--------	--------	-------	---------	--	---------

Note 9. – Autres actifs financiers.

— Les valeurs nettes sont présentées dans le tableau suivant :

	2008	2007
Autres immobilisations financières	820	734
Titres des sociétés non consolidés	37	37
Autres titres immobilisés	15	16
Prêts	81	98
Fonds de garantie, dépôts et cautionnements	687	583
Valeurs mobilières de placement	324	5.682
BECM – Gestion 365 (1)	304	180
CPR – OPTI Est	0	645
CPR Alternatif	0	519
Generali	0	1.348
Phoenix	20	20
HDF – Mondinvest-Arbitrage	0	117
Financiere Atlas - Alti Pro	0	1.302
Finama - Tréso Plus	0	465
Finama – Alternatif Equilibre	0	1.086
Total	1 144	6 416

Les valeurs mobilières de placement présentées en autres actifs financiers, sont celles qui ne répondent pas aux 4 critères de l'IAS7 (cf. Note N° 14). L'évaluation au dernier jour du marché est de 324 K€, alors que la valeur comptable nette est de 322 K€, soit une plus value latente de 2 K€ qui a été constatée dans les comptes.

Une dépréciation sur les créances sur participations a été enregistrée pour un montant de 299 K€ en raison des difficultés rencontrées sur le marché nord-américain. Suite à la défaillance de l'organisme PHOENIX Kapitaldienst, une provision de 1 972 K€ avait été constituée en 2004. Cette provision a été maintenue en 2008, car le risque de non recouvrement subsiste.

(1) : Ce compte est bloquée car il est représentatif de cautions données à l'administration fiscale suite à un litige de taxe locale d'équipement pour le site d'Erstein et une demande de correction d'assiette de taxe professionnelle pour le site de Boulay.

Note 10. – Actifs d'impôts différés.

La créance correspond aux variations d'impôts liées aux écritures de retraitement et d'élimination ainsi qu'au solde des différences temporaires provenant de l'application des règles fiscales.

Ils se décomposent comme suit :

	2008	2007
Organic	122	130
IFC	759	857
Participation	0	252
Immobilisations	508	505
Swaps de taux	483	0
Crédit bail	324	301
Change	255	0
Autres	62	3
Total	2 513	2 048

Il n'a pas été constaté d'actif d'impôt différé sur les moins values à long terme d'un montant 85 K€ correspondant à des provisions pour dépréciation de titres de participations détenus par la société EPI.

Il n'est pas constaté d'impôt différé sur les déficits reportables. L'utilisation de ces déficits n'est pas limitée dans le temps. Les déficits fiscaux concernent la perte fiscale 2008 de Hautecoeur soit 326 K€ ; Hautecoeur Espagne pour 224 K€ à fin 2008 et EPI VOSTOK pour un montant de 2 372 K€ à fin 2008. L'impôt différé correspondant serait pour Hautecoeur au taux de 33,33% de 109 K€, pour Hautecoeur Espagne au taux de 30,0 % de 67 K€ et pour EPI Vostok au taux de 20 % de 474 K€.

## Note 11. – Stocks.

Les matières premières et consommables sont valorisées au coût d'achat moyen pondéré.

Le coût d'entrée en stock tient compte des rabais, remises, ristournes ainsi que de l'escompte obtenu sur les règlements.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. L'éventuel coût de la sous activité est exclu de la valeur des stocks. Les frais financiers sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Lorsque la valeur brute, telle que définie ci-dessus, ne peut pas être réalisée, une provision pour dépréciation des stocks est comptabilisée pour un montant égal à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et la valeur probable de réalisation.

Le stock est réparti de la façon suivante :

	<b>Brut</b>	<b>Dépréciation</b>	<b>Net 31/12/2008</b>	<b>Net 31/12/2007</b>
Matières premières	9 691	461	9 230	9 971
En cours de production	3 419	184	3 235	3 786
Produits intermédiaires et finis	16 644	595	16 049	18 311
Marchandises	3 885	424	3 461	4 852
Totaux	33 639	1 664	31 975	36 920

## Note 12. – Créances clients.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances libellées en devises ont été converties au taux de clôture. Les provisions pour dépréciation des créances sont évaluées individuellement en fonction du risque encouru de non-recouvrement.

<b>2008</b>			<b>2007</b>		
<b>Brut</b>	<b>Provisions</b>	<b>Net</b>	<b>Brut</b>	<b>Provisions</b>	<b>Net</b>
53 845	2 218	51 627	62 862	2 186	60 676

## Note 13. – Autres débiteurs.

	<b>2008</b>	<b>2007</b>
Avances et acomptes sur commandes	1 173	1 282
Fournisseurs	2 467	2 202
Personnel et comptes rattachés	91	99
Etat	5 696	4 217
Créances sur cession d'immobilisations	752	0
Divers	657	442
Charges constatées d'avance	586	384
Totaux	11 422	8 626

## Note 14. – Trésorerie et équivalents de trésorerie.

Les équivalents de trésorerie sont composés de sicav et de certificats de dépôt négociables. Ils respectent les 4 critères d'IAS7, à savoir :

- Placement à court terme ;
- Placement très liquide ;
- Placement facilement convertible en un montant connu de trésorerie ;
- Placement soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

L'évaluation au dernier jour de marché est de 11 385 K€ alors que leur valeur comptable nette est de 11 383 K€, soit une plus value latente de 2 K€ qui a été constatée dans les comptes.

	<b>2008</b>	<b>2007</b>
SICAV Monétaires	11 385	770
BECM - CMI Valormonétaire	0	108
SG – SG Monévalor	1 301	0
CA – Sequin	9 854	662
LCL – Monétaire C	230	0

Dépôts à terme	8 000	640
Actions propres	0	0
Disponibilités	4 445	3 308
Total	23 830	4 718

## Note 15. – Capitaux propres.

15.1. Capital social. — Le capital social est de 6 498 908 €. Il est constitué de 3 249 454 actions, de même catégorie et d'une valeur nominale de 2 € chacune. Il est entièrement libéré.

L'assemblée générale extraordinaire du 03 décembre 2007 a autorisé le directoire à acquérir des actions dans le cadre des dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de commerce. A ce jour, la société ne détient, directement, ou indirectement, aucun de ses propres titres.

La répartition du capital social est la suivante :

Actionnaires	31/12/08 nombre d'actions	31/12/008 % capital	31/12/ 08droits de vote	31/12/07 nombre d'actions	31/12/07 % capital	31/12/07 droits de vote	31/12/06 nombre d'actions	31/12/06 % capital	31/12/06 droits de vote	31/12/05 nombre d'actions	31/12/05 % capital
Strub sa	1 826 106	56,2	56,2	1 633 904	50,28	50,28	1 633 904	50,28	50,28	1 663 903	51,21
Ulrich ZIEROLD	1			1			1			1	
Ulrich ZIEROLD Gmbh et Co KG	478 493	14,73	14,73	408 093	12,56	12,56	408 093	12,56	12,56	408 093	12,56
MELAPLAST Verwaltungs Gmbh	309 365	9,52	9,52	309 365	9,52	9,52	309 365	9,52	9,52	309 365	9,52
PAUL STRUB	0	0	0	42 240	1,3	1,3	42 240	1,3	1,3	42 240	1,3
FANNY NUSS - STRUB	0	0	0	126 720	3,9	3,9	126 720	3,9	3,9	126 720	3,9
MICHEL STRUB	0	0	0	42 240	1,3	1,3	42 240	1,3	1,3	42 240	1,3
GÉRARD VOIRIN	41 872	1,29	1,29	41 872	1,29	1,29	41 872	1,29	1,29	41 872	1,29
DAVIDBASKEYFIELD	10 135	0,31	0,31	10 135	0,31	0,31	10 135	0,31	0,31	10 135	0,31
Divers nominatif	146			146			146			146	
Public	583 336	17,95	17,95	634 738	19,54	19,54	634 738	19,54	19,54	604 739	18,61
Total	3 249 454	100 %	100 %	3 249 454	100 %	100 %	3 249 454	100 %	100 %	3 249 454	100 %

Le capital de la société STRUB SA est lui-même détenu à hauteur de 50 % par Monsieur Jean-Jacques STRUB, président du directoire, et à hauteur de 50 % par Madame Marie-Elisabeth Lanoux, vice-président du conseil de surveillance, et ses enfants. La société STRUB SA a été créée en 1998 par la famille STRUB, elle exerce principalement une activité de négoce de bois et panneaux, étant précisé qu'elle a recueilli, par voie d'apport partiel en 1990, le fonds de menuiserie, scierie et commerce de bois précédemment exploité par la Société d'Exploitation des Etablissements STRUB, entreprise familiale également. Son chiffre d'affaires moyen annuel est de l'ordre de 6,5 millions d'euros.

EPI a lancé une émission de 79 984 obligations à bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions remboursables (« OBSAAR ») d'une valeur nominale unitaire de 500 euros. Cette opération a été entièrement souscrite pour un montant total de 39,992 millions d'euros.

Un rachat anticipé de 248 obligations est intervenu en Août 2008 à la demande d'un souscripteur.

Les OBSAAR ont été souscrites à hauteur de 99,7 % par un pool de banques composé de Fortis Banque Luxembourg, de la Banque de l'Economie du Commerce et de la Monétique, du LCL, du Crédit Agricole Alsace Vosges et du CIC et pour le solde par le public.

En prenant en compte les OBSAAR souscrites par les actionnaires d'EPI ainsi que les BSAAR cédés aux actionnaires par les Etablissements Bancaires qui ne souhaitent pas conserver les BSAAR attachés aux OBSAAR souscrites (23 BSAAR par Obligation), la répartition des BSAAR a été faite de la manière suivante :

– 85,8 % ont été acquis par les actionnaires de référence d'EPI ;

– 11,4 % par les managers du Groupe ;

– 2,8 % par le public via demandes d'OBSAAR ou de BSAAR seul.

Le règlement livraison des Obligations et des BSAAR est intervenu le 15 février 2008.

Les Obligations ont été admises ce même jour aux négociations sur le marché Eurolist de NYSE Euronext Paris sous le code ISIN FR0010559625.

Le 16 février 2010, 1.839.632 BSAAR seront admis aux négociations sur le marché Eurolist de NYSE Euronext Paris sous le code ISIN FR0010559641.

Il est rappelé que cette émission obligataire ainsi que la ligne de crédit revolving d'un montant de 20 millions d'euros mise en place parallèlement ont principalement pour but :

– de remettre à plat la structure d'endettement du Groupe en refinançant une partie de la dette bancaire existante ;

– de procurer au Groupe la capacité de financer des investissements nécessaires au développement du Groupe pour les deux années à venir ;

– de financer ses besoins en fonds de roulement. Le Groupe profite dans l'immédiat d'une ressource obligataire à coût réduit et à terme d'un possible renforcement des fonds propres de la Société, par le biais de l'exercice des BSAAR.

Cette opération permet également à EPI d'associer les managers du Groupe à la réussite de sa stratégie et de les fidéliser.

Le tableau ci-dessous permet de rendre compte de la répartition potentielle du capital de EPI si l'actionnariat actuel ne change pas et après exercice de l'intégralité des BSAAR par les titulaires conformément aux possibilités décrites dans la note d'opération déposée à l'AMF le 17 janvier 2008 :

Actionnaires	Nombre d'actions 31/12/08	% Capital 31/12/08	Nombre d'actions après exercice des BSAAR	% Capital après exercice des BSAAR	Nombre d'actions 31/12/07	% Capital 31/12/07
STRUB SA	1 826 106	56,2	2 922 933	57,43	1 633 904	50,28
Ulrich ZIEROLD	1		1		1	

Ulrich ZIEROLD GmbH & Co KG	478 493	14,73	752 476	14,79	408 093	12,56
MELAPLAST Verwaltungs GmbH	309 365	9,52	516 994	10,16	309 365	9,52
Famille PAUL STRUB	0	0	0	0	211 200	6,5
Personnes liées	52 007	1,6	303 817	5,97	52 007	1,6
Nominatif + Public	583 482	17,95	592 865	11,65	634 884	19,54
Total	3 249 454	100 %	5 089 086	100 %	3 249 454	100 %

Pour les besoins de cette simulation les « personnes liées » comprennent les managers (en incluant MM Voirin et Baskeyfield), la « Famille Paul STRUB » comprend M<sup>f</sup> Paul STRUB et ses enfants, FANNY NUSS-STRUB et Michel STRUB. La « Famille Paul STRUB » est sortie du capital le 5 juin 2008 en cédant ses 6,5 % à STRUB SA (2/3) et à ZIEROLD GmbH (1/3).

15.2. Réserves. — Avant affectation du résultat, l'ensemble des réserves part de groupe, se décompose comme suit :

	2008	2007
Primes liées au capital :		
Prime d'émission	8 537	8 537
Prime de fusion	3 543	3 543
Provision pour perte intercalaire	450	450
Réserve d'écart de conversion	-519	-156
Autres réserves :		
Résultats consolidés part de groupe accumulés	52 517	47 532
Total	64 528	59 906

15.3. Information sur la gestion des capitaux propres. — Afin de maintenir ou d'ajuster la structure du capital, le Groupe peut soit ajuster le montant des dividendes distribués aux actionnaires, soit procéder à des rachats d'actions, soit émettre de nouvelles actions, soit émettre des titres donnant accès au capital.

Les programmes de rachat d'actions peuvent avoir pour objectif :

- La mise en oeuvre de tout plan d'options d'achat d'actions de la société mère du Groupe ;
- L'attribution ou la cession d'actions aux salariés au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise et de la mise en oeuvre de tout plan d'épargne d'entreprise ;
- L'attribution gratuite d'actions ;
- L'annulation de tout ou partie des titres rachetés ;
- L'animation du marché secondaire de l'action par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'AMF ;
- La remise d'actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière ;
- La remise d'actions (à titre d'échange, de paiement ou autre) dans le cadre d'opérations de croissance externe ;
- La réalisation d'opérations d'achats, ventes ou transferts par tous moyens par un prestataire de services d'investissement, notamment dans le cadre de transactions hors marché ;
- Ou tout autre but autorisé ou qui viendrait à être autorisé par la loi ou la réglementation en vigueur.

Le Groupe n'est soumis à aucune exigence sur ses capitaux propres imposée par des tiers.

Le ratio d'endettement, correspondant à la dette financière nette sur le total des capitaux propres, est un indicateur financier utilisé par le management pour mesurer l'endettement net global de la société et gérer ses capitaux propres, des covenants concernant des crédits y font référence.

Les capitaux propres incluent les Capitaux Propres Part du Groupe et les Intérêts Minoritaires tels que présentés au bilan. Le tableau de variation des capitaux propres consolidés est présenté dans les états financiers en page 3.

La dette financière nette est définie comme la somme de la dette financière à court terme et de la dette financière à long terme, diminuée du montant de la « Trésorerie & Equivalents Trésorerie », et des valeurs mobilières de placement classées en 'Autres Actifs Financiers' selon IAS7.

L'évolution de ce ratio est la suivante :

Ratio d'endettement	31/12/2008	31/12/2007
Dettes financières à long terme	49 942	31 324
Dettes financières à court terme	17 133	20 433
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-23 830	-4 718
Valeurs Mobilières de Placement classées en Autres Actifs Financiers selon IAS7 (Note 9)	-324	-5 682
Endettement financier net	42 921	41 357
Capitaux propres	71 509	74 034
Endettement financier net / Capitaux Propres	0,60	0,56

La valeur maximale du ratio à ne pas dépasser a été fixée à 1,50 (cf. Note 32 § covenants).

## Note 16. – Emprunts.

Tous les emprunts sont en euros. L'échéancier des emprunts se résume comme suit :

Part à long terme des emprunts portant intérêts :	2008			2007		
	1 à 5 ans	+ 5 ans	Total	1 à 5 ans	+ 5 ans	Total
Auprès d'établissement de crédit	42 069	6 039	48 108	20 987	8 892	29 879
Divers	1 834	0	1 834	1 445	0	1 445
Total	43 903	6 039	49 942	22 432	8 892	31 324

Part à court terme des emprunts portant intérêts	2008	2007
Auprès d'établissements de crédit	15 608	18 782
Divers	1 525	1 651
Total	17 133	20 433

Certaines dettes présentes dans cette note comportent des garanties (cf. note 32).

La répartition des emprunts par taux est la suivante :

	2008	2007
Total en taux fixe	5 953	3 763
Total en taux variable (Euribor)	54 459	34 965
Total	60 412	38 728

A titre indicatif, pour 2008 et 2007, le taux variable moyen est respectivement de 4,19 % et 4,20 % et le taux fixe moyen de 4,55 %. Dans l'hypothèse où l'Euribor augmenterait de 1 %, l'impact sur le compte de résultat serait, sur un exercice complet, de 545 K€.

La composante dette de l'emprunt « OBSAAR » d'un montant de 37 533 K€ figure dans les emprunts ci-dessus. Cet emprunt de nominal 39 992 K€ conclus le 15 février 2008 pour une durée de cinq ans, est amortissable par 1/5ème le 15/02 de chaque année. Sa rémunération est variable en référence à l'EURIBOR 3 mois diminué de 0,87 points.

## Note 17. – Provision pour pensions et avantages assimilés.

Les indemnités de fin de carrière au 31 décembre 2008 ont été calculées, pour l'ensemble du personnel du groupe, selon la méthode rétrospective, avec un taux de rendement à 4,25 %, la table de mortalité INSEE 2007, et comme hypothèse un départ à la retraite à 65 ans et une inflation à 1,00 %

Indemnités de Fin de Carrière	2008	2007
Actifs Financiers de couverture :	0	0
Valeur début exercice		
Variation de périmètre		
Rendement des actifs		
Prestations payées		
Acquisitions / cessions		
Variation de change		
Valeur fin d'exercice mois moins :	0	0
Provision au bilan :		
Valeur actuelle des engagements couverts par des actifs	0	0
Juste valeur des actifs financiers	0	0
Valeur actuarielle des engagements non couverts par des actifs financiers	2 278	2 488
Gains/Pertes actuariels non encore reconnus	0	0
Provision au bilan	2 278	2 488

Indemnités de Fin de Carrière	2008	2007
Composantes de la charge annuelle		
Coût des services	194	168

Charge d'intérêt	44	33
Gains/Pertes actuariels reconnus dans l'année	-412	168
Charge de l'exercice	-174	369
Variation des provisions au bilan		
Provision début d'exercice	2 488	1 434
IFC des personnels Welle & Roysol antérieures aux acquisitions	0	685
Changement de périmètre (sortie d'AXEL)	-15	0
Décaissement	-21	0
Charge de l'exercice	-174	369
Provision à la clôture de l'exercice	2 278	2 488
Hypothèses actuarielles retenues :		
Taux d'actualisation	3,22 %	1,81 %
Taux de rendement des actifs financiers	4,25 %	4,25 %
Taux d'inflation	1,00 %	2,40 %
Taux d'augmentation des salaires	2,00 %	2,00 %

La charge nette de l'exercice de -174 K€ se décompose en une dotation de 273 K€ et une reprise de -447 K€ ; cette dernière résultant de la variation du taux d'actualisation lié à la chute du taux d'inflation d'un exercice à l'autre.

#### Note 18. – Autres provisions non courantes.

Natures	2008	2007
« Association défense »	810	800
Litige voisinage	1 094	1 094
Total provisions non courantes	1 904	1 894

Les provisions « Association Défense » et « litige voisinage » sont liées à des demandes, d'une part d'une association de riverains de la commune de Dinsheim s/Bruche qui souhaite la délocalisation du site industriel et d'autre part, à un voisin du site de Marlenheim.

#### Note 19. – Passifs d'impôts différés.

La dette correspond aux variations d'impôts liées aux écritures de retraitement et d'élimination ainsi qu'au solde des écarts temporaires provenant de l'application des règles fiscales.

Ils se décomposent comme suit :

	2008	2007
Amortissement des immobilisations	4 881	5 026
Retraitement des crédits baux	1 961	2 158
Provision pour hausse des prix	432	375
Retraitement des frais d'émission d'Obsaar	328	0
Retraitement différences de change Russie	129	0
Retraitement titres de participation Espagne	93	0
Autres	5	0
Total	7 829	7 559

#### Note 20. – Autres crédettes.

	2008	2007
Avances, acomptes reçus sur commandes	335	160
Dettes fiscales et sociales	8 704	9 166
Dettes sur immobilisations	1 047	1 943
Autres dettes	10 722	10 756

Produits constatés d'avance	682	783
Total	21 490	22.808

## Note 21. – Autres provisions courantes.

Natures	2007	Dotation	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	2008
Litiges sociaux	37	254	0	17	274
Litiges clients	804	1 160	663	23	1 278
Litiges fournisseurs	2 150	1 915	1 450	165	2 450
Etat	317	287	216	18	370
Réhabilitation site	450	0	450	0	0
Brevet	100	0	0	0	100
Papiers secs	16	7	0	0	23
Autres	39	0	0	0	39
Total provisions courantes	3 913	3 623	2 779	223	4 534

Les provisions pour litiges sociaux sont estimées sur la base des dossiers de réclamation.

La provision « litiges clients » se rapporte à notre obligation de garantie que nous avons auprès de nos clients.

La provision « fournisseurs » reprend les notes de débit fournisseurs pour lesquelles les avoirs n'ont pas été reçus. Un changement de modalité de calcul a été effectué en 2008 : La provision est constituée, d'une part, de la totalité des notes de débit de l'année précédentes restant ouvertes et d'autre part, de celles de l'année, non régularisées par un avoir, proratisées selon un % défini statistiquement selon les données des années antérieures.

La provision « Etat » concerne des contrôles fiscaux non aboutis.

La provision de 450 K€ constituée fin 2007, a été utilisée pour la remise en état des locaux de la filiale et son déménagement fin 2008 dans les locaux d'une autre filiale du groupe. Au regard de la reprise de provision de 450 K€, le coût de l'opération figure dans les comptes pour 490 K€, soit une charge nette de l'exercice de 40 K€.

La provision 'autres' concerne les dépenses de procédure relatives aux affaires en cours.

## Note 22. – Créances et dettes libellées en devises étrangères.

Les actifs immobilisés et circulants libellés en devises étrangères (quasi-exclusivement en RUR et US\$) figurent à l'actif pour un montant de 10 937 K€. Les dettes libellées en devises étrangères (RUR et US\$) figurent au passif pour un montant de 655 K€. Ces actifs et passifs ont été convertis au taux de clôture. Il n'y a pas de contrat de couverture du risque de change des dettes et créances en devises, ni de couverture sur l'investissement net à l'étranger. Un point de variation du taux de change \$ / € aurait un impact de 20 K€ dans la position nette au bilan du 31 décembre 2008. Il serait de 83 K€ pour le Rouble.

## Note 23. – Actifs et passifs financiers impayés.

L'analyse de l'âge des actifs financiers non dépréciés et en retard de paiement, ne concerne que l'encours clients. De même l'analyse des échéances des passifs financiers ne concerne que le poste fournisseurs.

23.1. Encours clients. — L'analyse a porté sur un échantillon constitué par l'encours clients des principales sociétés du groupe : EPI, ALSAPAN HAUTECOEUR. SELFLOOR et HAUTECOEURr Espagne Il en ressort les informations suivantes :

	Encours brut	Dépréciation	Encours net
Créances clients consolidées (1)	53 845	2 218	51 627
Créances clients de l'échantillon analysé (2)	44 271	1 624	42 647
(2) / (1)	82 %		83 %
Retard de paiement au 31 décembre 2008	6 754	1 624	5 130
Retard de paiement au 15 mars 2009	3 633	1 624	2 009
Paiements entre 1 et 75 jours	3 121	0	3 121
Paiement entre 75 jours et 6 mois	2 009	0	2 009
Solde	1 624	1 624	0

23.2. Encours fournisseurs. — L'analyse a porté sur un échantillon constitué par l'encours clients des principales sociétés du groupe : EPI, ALSAPAN et HAUTECOEUR. Il en ressort les informations suivantes :

Les dettes envers les fournisseurs de biens & services et les fournisseurs d'immobilisations échues et non soldées au 31 décembre 2008 se montent à 232 K€. Au 20 mars 2008 ces mêmes dettes sont de 917 K€.

## Note 24. – Résultat par action.

Le résultat par action est calculé conformément à la norme IAS33. Il reprend au numérateur le résultat consolidé 'part du groupe' et au dénominateur le nombre d'actions donnant droit au bénéfice.

Le capital de la société EPI est composé de 3 249 454 actions. Il serait composé de 5 089 086 actions après exercice de l'intégralité des BSAAR (cf. Note 15).

(En euros)	2008	2007
Résultat net part du groupe / nombre d'actions	0,15	1,12
Sur la base du résultat opérationnel courant avant impôt, le résultat par action ressort à	1,78	2,59
Résultat net part du groupe / nombre d'actions après exercice des BSAAR	0,09	0,72
Sur la base du résultat opérationnel courant avant impôt, le résultat par action ressort à	1,13	1,66

Note 25. – Dotations aux amortissements et provisions.

	2008	2007
Dotations aux amortissements :	7 504	6 416
Dotations et reprises de provisions :		
Pour risques et charges	446	-3 787
Sur immobilisations	14	0
Sur actif circulant	-691	-192
Total des dotations et reprises de provisions	-231	-3 979

Note 26. – Autres produits et charges opérationnels.

	2008	2007
Résultat de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	-1 072	-189
Résultat de cession des titres AXEL	231	0
Dommages et intérêts	0	0
Résultat de cession d'autres immobilisations financières	0	5
Total autres produits et charges opérationnels	-841	-184

Note 27. – Coût de l'endettement financier net.

	2008	2007
Revenus sur placements	433	415
Produit de cession de valeurs mobilières	513	275
Excédent de la part de l'acquéreur sur le coût d'acquisition de titres	0	236
Autres produits financiers	0	0
Produits de trésorerie et équivalents	946	926
Intérêts (*)	4 055	2 159
Charge nette / cession de valeur mobilière de placement	25	0
Coût de l'endettement financier brut	4 080	2 159
Coût de l'endettement financier net	3 134	1 233

(\*) Y compris les intérêts se rapportant aux retraitements des crédits baux et locations financières pour un montant de 522 K€ en 2007 et 588 K€ en 2008. Y figure également la juste valeur de Swaps de taux variable / taux fixe pour 1 449 K€ (cf. Note 32).

Note 28. – Autres produits et charges financiers.

	2008	2007
Gain de change	647	369
Autres produits financiers	647	369
Perte de change	1 401	707
Dotations et reprises de provisions financières	0	2

Perte sur créances	0	0
Autres charges financières	1 401	709

Les différences de change positives comprennent les gains latents pour un montant de 131 K€. Dans les différences négatives sont incluses les pertes latentes pour un montant de -254 K€.

La monnaie Russe a subi en décembre 2008 une forte dévalorisation de son cours vis à vis de l'EURO. Le cours du ROUBLE était relativement stable jusqu'à fin Novembre (entre 34,5 et 37,0 RUR pour un €), à fin Décembre le cours a atteint près de 41,3 RUR / 1 €, soit une dégradation sur un mois de plus de 16 %. Il en résulte de fortes différences de changes dans les comptes de notre filiale. Après retraitement dans les capitaux propres de 545 K€ de différences de change relatives à l'investissement net en Russie (cf. Note 2.3.8), 431 K€ restent inscrits dans les gains de change et 1 272 K€ dans les pertes de change.

#### Note 29. – Charges d'impôt.

29.1. Impôts différés actif / passif. — La charge d'impôt sur les bénéfices correspond à l'impôt estimé de chaque entité fiscale consolidée corrigée des impôts différés. Les charges ou les produits d'impôts différés sont calculés par la variation de la créance d'impôts ou de la dette d'impôts d'un exercice à l'autre. Pour l'établissement des comptes consolidés au 31 décembre 2008, il a été retenu la méthode du report variable, comme pour l'exercice précédent. Pour l'arrêté au 31 décembre 2008 les impôts différés ont été calculés, pour les sociétés françaises, sur la base de l'impôt de 33,33 %. Le taux était de 34,43 % (33,33 % + 3,3 %) pour l'exercice précédent.

Calcul du taux 2008	
Impôt société au taux de droit commun	33,33 %
Contribution sociale	0,00 %
Taux d'impôt différé 2008	33,33 %

Pour les sociétés étrangères, le taux d'impôt local a été utilisé.

Les effets de l'application de la méthode du report variable aux impôts différés sont les suivants : Profits sur reports variables de 241 K€, et pertes sur reports variables de 65 K€

Le montant de l'impôt sur les bénéfices s'analyse comme suit :

	2008	2007
Impôt courant	750	2 621
Impôts différés	-193	-517
Impôt sur les bénéfices	557	2 104

En l'absence d'intégration fiscale, l'impôt sur les bénéfices pour le groupe EPI aurait été de 1 257 K€ au lieu de 750 K€.

29.2. Preuve d'impôt :

	2008	2007
Résultat avant impôt	1 039	6 672
Charge d'impôt théorique au taux en vigueur pour l'entreprise consolidante (34,43 % en 2007 et 33,33 % en 2008)	346	2 297
Crédits d'impôt	-394	-331
Changement de taux d'I.S. Sur les impôts différés d'ouverture	-176	197
Corrections d'IS suite contrôles fiscaux	527	0
Différences permanentes sur Impôts	-677	-77
Impact reprise IFC antérieures aux acquisitions, en capitaux propres	0	-236
Correction de charge d'impôt théorique de filiales étrangères ayant un taux d'Is différent ou déficitaires	637	254
Correction de charge d'impôt théorique de filiales françaises déficitaires	294	0
Charge d'impôt effective	557	2 104

#### Note 30. – Informations sociales.

30.1. La ventilation du personnel salarié du groupe consolidé. — Au 31 décembre 2008, elle se présente comme suit :

Sociétés	2008				2007
	Cadres	Employés	Ouvriers	Total	Total
Société mère	38	43	125	206	233

Alsapan	28	66	547	641	629
Hautecoeur France	9	27	0	36	40
Floorian	0	0	0	0	0
Axel	0	0	0	0	17
EPI Vostok	2	5	7	14	9
DGS	0	9	0	9	7
Selfloor	4	12	23	39	43
Total	81	162	702	945	978

A noter la déconsolidation d'AXEL suite à la vente par HAUTECOEUR de la totalité des titres qu'elle détenait.

### 30.2. Charges de personnel :

	2008	2007
Salaires	22 842	22 050
Intéressement	166	127
Participation	0	733
Charges sociales	9 220	8 627
Total	32 228	31 537

30.3. Droit individuel à la formation (DIF). — Suivant la loi du 4 Mai 2004, le droit individuel à la formation (DIF) acquis au 07 Mai 2008, par les salariés du groupe ayant au moins un an d'ancienneté à cette date, représente 60 156 heures. L'engagement au 31 décembre 2008 est de 66 030 Heures. Toutes les heures demandées par les salariés ont été acceptées et les coûts correspondant figurent au compte de résultat ; seules 32 Heures depuis l'origine du DIF ont fait l'objet d'un premier refus de l'entreprise. Aucune provision n'a été constatée dans les comptes.

### Note 31. – Frais de recherche.

Les dépenses liées aux activités de recherche ayant pour but d'acquérir des connaissances scientifiques et des techniques nouvelles sont comptabilisées en charges. Elles figurent dans le compte de résultat pour un montant en 2008 de 2 592 K€ et se ventilent de la manière suivante :

Nature	Revêtement de sol		Pièces de meubles et meubles en kit	
	2008	2007	2008	2007
Personnel	553	516	791	711
Amortissement	52	582	124	25
Frais généraux	442	346	630	156
Total	1 047	1 444	1 545	892

### Note 32. – Instruments financiers et produits dérivés.

— Contrats d'échange de taux d'intérêts : En 2008 (Avril et Août) la maison mère a souscrit des contrats de couverture de taux pour se prémunir contre le risque de hausse des taux variables. Ces contrats sont destinés à couvrir le risque sur les emprunts à taux variable et notamment l'emprunt OBSAAR. L'analyse montre qu'une comptabilité de couverture n'est pas possible au regard de la désignation de la relation de couverture selon l'IAS 39 :

- L'efficacité de la couverture, n'est pas suffisant ;
- Les échéances des instruments de couverture et des emprunts ne sont pas homogènes ;
- La désignation formelle de la relation de couverture et sa documentation, à l'origine de la couverture, n'ont pu être établies.

Ces opérations sont dès lors qualifiées de spéculatives et doivent être évaluées au 31/12 à leurs juste valeur par le résultat. Un modèle prévisionnel des flux financiers concernant ces contrats de couverture a été mis en place en interne. Il calcule les flux futurs en fonction des estimations d'évolution de l'EURIBOR 3 mois fournies par les banques partenaires dans ces opérations. Ces flux futurs sont ensuite actualisés en fonction de l'OAT à 10 ans soit 4,25 %. Il en résulte une perte financière de 1 449 K€ au 31 décembre 2008 représentative de la juste valeur de ces Swaps de taux. Cette charge a été enregistrée dans les comptes consolidés du groupe. Elle est la conséquence de la baisse forte des taux sur les marchés monétaires constatés depuis début 2009 et qui perdure dans les prévisions des banques. Par ailleurs, au titre de 2008 un gain financier de 148 K€ a été enregistré au titre de ces couvertures de taux.

Le résultat du calcul de la juste valeur des Swaps fondée sur le modèle élaboré en interne, a été confirmé par l'évaluation de la juste valeur communiquée par les banques.

Une variation d'un point de l'EURIBOR aurait un impact de 1 079 K€ sur le résultat et la variation d'un point d'OAT serait non significative sur l'actualisation du flux.

### Note 33. – Engagements hors bilan.

#### 33.1. Engagements sur emprunts :

Bénéficiaires	Montant au 31/12/2008	Montant au 31/12/2007	Garanties réelles	Cautionnement donné par EPI
BECEM	1 505	1 720	Promesse d'hypothèque	
BECEM	0	2 452	Promesse d'hypothèque	OUI
BECEM	0	2 662	Nantissement sur matériel	
BECEM	0	400	Nantissement sur matériel	OUI
Crédit Agricole	800	2 240	Nantissement sur titres	
Crédit Agricole	36	156	Nantissement sur matériel	
Crédit Agricole	0	2 143	CDN	
Société Générale	235	704	Nantissement sur matériel	OUI
Société Générale	41	204		OUI
Banque Populaire	867	937	Promesse d'hypothèque	
Banque Populaire	1 068	1 480	Nantissement sur titres	
Banque Populaire	360	565		OUI
Crédit Lyonnais	0	32		OUI
Tarneaud	0	26		OUI
Banque Hervet	276	428		OUI
Lyonnaise de Banque	0	129		OUI
Lyonnaise de Banque	0	367	Nantissement sur matériel	OUI
CIAL	0	346	Promesse d'hypothèque	OUI
CIAL	0	675	Nantissement sur matériel	OUI
CIAL	0	1 500	Nantissement sur matériel	
Fortis	0	350	Nantissement sur titres	
Société Générale	800	1 120	Nantissement sur titres	
Sade	0	1 901	Nantissement sur titres	
LCL	0	2 000	Nantissement sur matériel	
LCL « Obsaar »	39 868	0	Nantissement sur titres	
CA	0	333		
Total	45 856	24 870		

— Engagements donnés :

– Société EPI : Au 31 décembre 2008, le nantissement des actions EPI consenti en garantie du remboursement de prêts représente un total de 2 600 K€ et celui des parts sociales de la SCI Merkel, un montant de 68 K€, contre 7 091 K€ au 31 décembre 2007.

Par ailleurs, les titres d'ALSAPAN sont donnés en garantie de l'emprunt « OBSAAR » dont le nominal est de 39 992 K€.

– Covenants : Par convention, le groupe s'est engagé à respecter des ratios de solvabilité et de fonds propres. Les ratios utilisés sont principalement du type 'endettement net consolidé / fonds propres consolidés' et 'endettement net consolidé / EBITDA consolidé'. Les valeurs plafonds à ne pas dépasser varient suivant les contrats passés avec les banques. Le groupe n'anticipe pas de difficultés à les respecter pour l'avenir.

A fin décembre 2008, les covenants concernent la société ALSAPAN pour un montant de 276 K€ (2 811 K€ à fin 2007) et la société EPI pour un montant de 39 868 K€ (0 K€ à fin 2007, les emprunts ayant été remboursés en 2007, l'engagement impliquant des covenants est nul).

C'est essentiellement le nouvel emprunt obligataire « OBSAAR » d'un montant nominal de 39 992 K€ qui est concerné. Les ratios sont les suivants :

	Valeur plafond	2008	2007
Résultat opérationnel		4.927	8.245
Dotation aux amortissements		7.504	6.416
Dotation aux provisions		-231	-3.979
EBITDA consolidé		12.200	10.682
Fonds propres consolidés (voir Note 15.3)		71.509	74.034
Endettement net consolidé (voir Note 15.3)		42.921	41.357
Endettement net consolidé / EBITDA consolidé	4,0	3,52	3,87
Endettement net consolidé / Fonds propres consolidés	1,5	0,60	0,56

— Autres engagements : Parallèlement à l'émission de l'emprunt obligataire « OBSAAR », le groupe entend souscrire à une facilité de crédit (crédit revolving) à concurrence de 20 Millions d'Euros. Par clause « pari passu » ce crédit revolving bénéficiera du nantissement des titres ALSAPAN à égalité de rang avec l'emprunt obligataire « OBSAAR ».

Ce crédit revolving n'a pas été utilisé au cours de l'exercice 2008.

33.2. Engagements de locations simples. — Ce sont les contrats de location d'une durée supérieure à 6 mois. Il s'agit de locations de bureaux, d'espaces de stockage, de matériels de transport, de matériels de bureaux et d'outillage.

Engagements de locations	Montant au 31/12/2008	Montant au 31/12/2007
Loyers à moins d'un an	1 043	1 476
Loyers à plus d'un an	770	1 550
Total	1 813	3 026

Le groupe considère que l'engagement de location simple des contrats de plus de six mois, est représentatif du paiement minimum qui devrait être effectué.

33.3. Passifs éventuels. — Il n'y a pas de passif en dehors de ceux ayant fait l'objet d'une provision et mentionnés ci-dessus.

#### Note 34. – Transactions avec les sociétés liées.

34.1. Société-mère. — La société mère consolidant les comptes du groupe EPI est la société STRUB SA ayant son siège social à Duppigheim, Avenue Jean Prêcheur.

34.2. Eléments concernant les entreprises ayant un lien de participation :

STRUB SA	Charges	Produits	Créances	Dettes
Prestations de service	703	67		
Charges locatives	267			
Clients			26	
Fournisseurs				38
Autres	27	23	0	0
Total	997	90	26	38

Sur 2008, il n'y a pas d'éléments liés avec la société ALSAPAN FLOORING.

34.3. Rémunérations et avantages en nature des organes d'administration et de direction :

34.3.1. Conseil de surveillance : Le président du conseil de surveillance ne perçoit pas de rémunération mensuelle. Les frais exposés dans l'exercice des fonctions et en vue d'assister aux réunions du conseil sont remboursés aux membres, sur présentation de justificatifs. Les rémunérations versées aux membres du conseil de surveillance s'élèvent à 18 K€. Les engagements de retraite provisionnés correspondants s'élèvent à 3 K€.

34.3.2. Jetons de présence : néant.

34.3.3. Directoire : Monsieur Jean-Jacques STRUB et Monsieur Gérard VOIRIN, respectivement Président du Directoire et Directeur Général, ne sont pas rémunérés directement.

Les sociétés du groupe EPI rémunèrent les prestations rendues à leur profit par d'autres sociétés dans lesquelles Monsieur STRUB, Monsieur VOIRIN et Monsieur Van Gelder sont intéressés. Ces montants sont respectivement de 672 K€, 206 K€ et 133 K€.

Les membres du directoire sont par ailleurs remboursés des frais qu'ils exposent dans l'exercice de leurs fonctions, sur présentation de justificatifs.

Depuis leurs nominations le 20 avril 2008, M<sup>r</sup>. Erwin Van Gelder a perçu une rémunération brute de 58 K€ et Mr. Antonio Clemente une rémunération de 97 K€.

L'information présentée dans la Note 34.3 (§ 1 à 3) est exhaustive ; il n'y a pas d'autres avantages au sens de l'IAS 24.

#### Note 35. – Informations sectorielles.

35.1.  
2008 par secteurs d'activités :

35.1.1. Actif et passif 2008 :

	RDS	Meuble	Négoce	Total sectoriels	Actifs & passifs non alloués	Total consolidés
Actifs						
Actifs non courants						
Ecart d'acquisition	88	2 704	1 727	4 519	0	4 519
Immobilisations incorporelles	1 008	1 242	218	2 468	0	2 468
Immobilisations corporelles	24 250	33 740	149	58 139	0	58 139
Immeubles de placement	0	235	0	235	0	235

Participations comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence	0	0	0	0	0	0
Autres actifs financiers	232	782	130	1 144	0	1 144
Impôts différés	1 391	1 103	19	2 513	0	2 513
Total actifs non courants	26 969	39 806	2 243	69 018	0	69 018
Actifs courants						
Stocks	11 570	18 131	2 274	31 975	0	31 975
Clients	25 702	22 198	3 727	51 627	0	51 627
Autres débiteurs	6 259	2 906	2 068	11 233	189	11 422
Trésorerie et Equivalents trésorerie	19 524	1 776	2 502	23 802	28	23 830
Actifs destinés à être cédés	0	0	0	0	0	0
Total actifs courants	63 055	45 011	10 571	118 637	217	118 854
Total des actifs	90 024	84 817	12 814	187 655	217	187 872

Passifs	RDS	Meuble	Négoce	Total sectoriels	Actifs & passifs non alloués	Total consolidés
Capitaux propres						
Capital émis et réserves attribuables aux porteurs de capitaux propres de la société mère	60 047	9 339	1 641	71 027	0	71 027
Résultat de l'exercice	-912	1 377	17	482	0	482
Intérêts minoritaires	0	0	0	0	0	0
Total capitaux propres	59 135	10 716	1 658	71 509	0	71 509
Passifs non courants						
Emprunts portant intérêts	38 073	11 869	0	49 942	0	49 942
Provision pour pensions et avantages assimilés	389	1 851	38	2 278	0	2 278
Autres provisions	1 094	810	0	1 904	0	1 904
Impôts différés	3 846	3 810	173	7 829	0	7 829
Autres dettes	0	0	0	0	0	0
Total passifs non courants	43 402	18 340	211	61 953	0	61 953
Passifs courants						
Fournisseurs	5 882	3 969	1 324	11 175	52	11 227
Part à court terme des emprunts portant intérêts	14 065	3 068	0	17 133	0	17 133
Passif d'impôt exigible	0	0	0	0	26	26
Autres créditeurs	8 998	10 692	1 663	21 353	137	21 490
Autres provisions	2 818	1 488	228	4 534	0	4 534
Autres passifs financiers	0	0	0	0	0	0
Passifs destinés à être cédés	0	0	0	0	0	0
Total passifs courants	31 763	19 217	3 215	54 195	215	54 410
Total des capitaux propres et des passifs	134 300	48 273	5 084	187 657	215	187 872

## 35.1.2. Compte de résultat 2008 :

	Revêtement de sol		Meuble		Négoce		Interco	Total
Chiffre d'affaires	84 494		130 094		24 606		-3 901	235 293
Autres produits de l'activité	2 047		203		3		-1 975	278
Total produits	86 541	100,00 %	130 297	100,00 %	24 609	100,00 %	-5 876	235 571
Achats consommés	52 241		79 079		16 351		-1 476	146 195
Charges du personnel	9 191		20 766		2 271		0	32 228

Charges externes	14 513		18 740		6 297		-4 270	35 280
Impôts et taxes	1 167		2 196		184		-130	3 417
Dotations aux amortissements	2 845		4 521		138		0	7 504
Dotations aux provisions	-161		583		-653		0	-231
Variation de stocks -prod.finis et en cours	1 368		1 826		0		0	3 194
Autres produits et charges d'exploitation	2 105		9		102		0	2 216
Résultat opérationnel courant	3 272	3,78 %	2 577	1,98 %	-81	-0,33 %	0	5 768
Autres produits et charges opérationnels	-711		-170		40		0	-841
Résultat opérationnel	2 561	2,96 %	2 407	1,85 %	-41	-0,17 %	0	4 927

35.2.  
2007 par secteur d'activité :

35.2.1. Actif et passif 2007 :

	RDS	Meuble	Négoce	Total sectoriels	Actifs & passifs non alloués	Total consolidés
<b>Actifs :</b>						
<b>Actifs non courants :</b>						
Ecarts d'acquisition	88	2 704	831	3 623	0	3 623
Immobilisations incorporelles	1 117	623	229	1 969	0	1 969
Immobilisations corporelles	27 694	26 526	516	54 736	0	54 736
Immeubles de placement	0	235	0	235	0	235
Participations comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence	0	0	0	0	0	0
Autres actifs financiers	5 729	543	144	6 416	0	6 416
Impôts différés	567	1 433	48	2 048	0	2 048
Total actifs non courants	35 195	32 064	1 768	69 027	0	69 027
<b>Actifs courants :</b>						
Stocks	13 313	19 510	4 097	36 920	0	36 920
Clients	28 129	25 779	6 768	60 676	0	60 676
Autres débiteurs	3 484	3 915	1 070	8 469	157	8 626
Trésorerie & Equivalents trésorerie	2 415	670	1 530	4 615	103	4 718
Actifs destinés à être cédés	0	0	0	0	0	0
Total actifs courants	47 341	49 874	13 465	110 680	260	110 940
Total des actifs	82 536	81 938	15 233	179 707	260	179 967
<b>Passifs :</b>						
<b>Capitaux propres :</b>						
Capital émis & réserves attribuables aux porteurs de capitaux propres de la société mère	59 332	6 266	807	66 405	0	66 405
Résultat de l'exercice	-268	3 073	834	3 639	0	3 639
Intérêts minoritaires	-4	0	3 994	3 990	0	3 990
Total capitaux propres	59 060	9 339	5 635	74 034	0	74 034
<b>Passifs non courants :</b>						
Emprunts portant intérêts	14 065	17 218	41	31 324	0	31 324
Provision pour pensions & avantages assimilés	356	2 029	103	2 488	0	2 488
Autres provisions	1 094	800	0	1 894	0	1 894
Impôts différés	3 874	3 537	148	7 559	0	7 559
Autres dettes	0	0	0	0	0	0
Total passifs non courants	19 389	23 584	292	43 265	0	43 265

Passifs courants :						
Fournisseurs	6 503	5 854	1 987	14 344	40	14 384
Part à court terme des emprunts portant intérêts	6 133	14 171	129	20 433	0	20 433
Passif d'impôt exigible	714	0	416	1 130	0	1 130
Autres créiteurs	8 774	11 222	2 705	22 701	107	22 808
Autres provisions	2 568	643	702	3 913	0	3 913
Autres passifs financiers	0	0	0	0	0	0
Passifs destinés à être cédés	0	0	0	0	0	0
Total passifs courants	24 692	31 890	5 939	62 521	147	62 668
Total des capitaux propres et des passifs	103 141	64 813	11 866	179 820	147	179 967

## 35.2.2. Compte de résultat 2007 :

	Revêtement de sol		Meuble		Négoce		Interco	Total
Chiffre d'affaires	101 030		113 011		33 473		-7 329	240 185
Autres produits de l'activité	1 960		148		42		-1 825	325
Total produits	102 990	100,00 %	113 159	100,00 %	33 515	100,00 %	-9 154	240 510
Achats consommés	72 560		72 394		21 023		-5 674	160 303
Charges du personnel	9 375		19 630		2 532		0	31 537
Charges externes	16 238		17 916		8 346		-3 256	39 244
Impôts et taxes	1 258		2 008		207		-228	3 245
Dotations aux amortissements	2 921		3 332		163		0	6 416
Dotations aux provisions	-2 670		-313		-996		0	-3 979
Variation de stocks -prod.finis et en cours	-310		-5 472		0		0	-5 782
Autres produits et charges d'exploitation	1 742		-88		-557		0	1 097
Résultat opérationnel courant	1 876	1,82 %	3 752	3,32 %	2 797	8,35 %	4	8 429
Autres produits et charges opérationnels	-132		-48		-4		0	-184
Résultat opérationnel	1 744	1,69 %	3 704	3,27 %	2 793	8,33 %	4	8 245

35.3.  
2008 par zones géographiques :

## 35.3.1. Actif 2008 :

	France	Export	Total actifs sectoriels	Actifs non alloués	Total actifs consolidés
Actifs :					
Actifs non courants					
Ecart d'acquisition	3 044	1 475	4 519	0	4 519
Immobilisations incorporelles	1 509	959	2 468	0	2 468
Immobilisations corporelles	31 930	26 209	58 139	0	58 139
Immeubles de placement	235	0	235	0	235
Participations comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence	0	0	0	0	0
Autres actifs financiers	700	444	1 144	0	1 144
Impôts différés	1 290	1 223	2 513	0	2 513
Total actifs non courants	38 708	30 310	69 018	0	69 018
Actifs courants					
Stocks	18 251	13 724	31 975	0	31 975
Clients	31 065	20 562	51 627	0	51 627
Autres débiteurs	6 135	5 098	11 233	189	11 422

Trésorerie & Equivalents trésorerie	14 669	9 133	23 802	28	23 830
Actifs destinés à être cédés	0	0	0	0	0
Total actifs courants	70 120	48 517	118 637	217	118 854
Total des actifs	108 828	78 827	187 655	217	187 872

## 35.3.2. Compte de résultat 2008 :

	France		Export		Interco	Total
Chiffre d'affaires	146 654		92 540		-3 901	235 293
Autres produits de l'activité	2 136		117		-1 975	278
Total produits	148 790	100,00 %	92 657	100,00 %	-5 876	235 571
Achats consommés	90 094		57 577		-1 476	146 195
Charges du personnel	19 855		12 373		0	32 228
Charges externes	24 625		14 925		-4 270	35 280
Impôts et taxes	2 181		1 366		-130	3 417
Dotations aux amortissements	4 306		3 198		0	7 504
Dotations aux provisions	-308		77		0	-231
Variation de stocks produits finis et en cours de production	2 616		578		0	3 194
Autres produits et charges d'exploitation	1 411		805		0	2 216
Résultat opérationnel courant	4 010	2,70 %	1 758	1,90 %	0	5 768
Autres produits et charges opérationnels	-495		-346		0	-841
Résultat opérationnel	3 515	2,36 %	1 412	1,52 %	0	4 927

## 35.4.

## 2007 par zones géographiques :

## 35.4.1. Actif 2007 :

	France	Export	Total actifs sectoriels	Actifs non alloués	Total actifs consolidés
Actifs :					
Actifs non courants :					
Ecarts d'acquisition	2 336	1 287	3 623	0	3 623
Immobilisations incorporelles	1 143	826	1 969	0	1 969
Immobilisations corporelles	28 504	26 232	54 736	0	54 736
Immeubles de placement	235	0	235	0	235
Participations comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence	0	0	0	0	0
Autres actifs financiers	3 418	2 998	6 416	0	6 416
Impôts différés	1 207	841	2 048	0	2 048
Total actifs non courants	36 843	32 184	69 027	0	69 027
Actifs courants :					
Stocks	21 931	14 989	36 920	0	36 920
Clients	35 012	25 664	60 676	0	60 676
Autres débiteurs	4 465	4 004	8 469	157	8 626
Trésorerie & Equivalents trésorerie	2 908	1 707	4 615	103	4 718
Actifs destinés à être cédés	0	0	0	0	0
Total actifs courants	64 316	46 364	110 680	260	110 940
Total des actifs	101 159	78 548	179 707	260	179 967

## 35.4.2. Compte de résultat 2007 :

	France		Export		Interco	Total
Chiffre d'affaires	144 349		103 165		-7 329	240 185
Autres produits de l'activité	2 018		132		-1 825	325
Total produits	146 367	100,00 %	103 297	100,00 %	-9 154	240 510
Achats consommés	98 633		67 344		-5 674	160 303
Charges du personnel	19 073		12 464		0	31 537
Charges externes	25 122		17 378		-3 256	39 244
Impôts et taxes	2 086		1 387		-228	3 245
Dotations aux amortissements	3 709		2 707		0	6 416
Dotations aux provisions	-2 354		-1 625		0	-3 979
Variation de stocks produits finis et en cours de production	-4 037		-1 745		0	-5 782
Autres produits et charges d'exploitation	415		682		0	1 097
Résultat opérationnel courant	3 720	2,54 %	4 705	4,55 %	4	8 429
Autres produits et charges opérationnels	-101		-83		0	-184
Résultat opérationnel	3 619	2,47 %	4 622	4,47 %	4	8 245

## 35.5. Autres informations sectorielles 2008 :

	Revêtement de sol	Meuble	Négoce	Total
Investissements (immobilisations mises en service et amorties)	5 600	16 535	52	22 187
Autres charges sans contrepartie de trésorerie (*)	752	232	781	1 765

(\*) *Autres que dotations aux amortissements & provisions mentionnées dans le compte de résultat sectoriel, et autres que les impôts différés.*

	France	Export	Total
Investissements (immobilisations mises en service et amorties)	10 125	12 062	22 187

## Note 36. – Analyse des risques.

36.1. Degré d'exposition des sociétés du groupe aux risques du marché. — Les différentes entreprises du groupe sont exposées dans des conditions différentes aux risques du marché.

EPI, pour son activité revêtement de sol, est exposée à une grande diversité de risques :

- La part relative élevée de certains clients rend vulnérable l'entreprise en cas de départ de l'un d'eux, tant pour le marché domestique que sur les marchés à l'exportation ;
- La restructuration de l'offre des fournisseurs de panneau : regroupement, augmentation des prix, rend EPI dépendante ;
- La réduction des prix de vente est liée, tant aux surcapacités de production au niveau mondial, qu'à l'entrée de tous les fournisseurs de panneau sur le marché du revêtement de sol qui leur permet de s'adresser directement à la distribution ;
- L'importance prise par les concurrents asiatiques, principalement sur le marché américain, est également de nature à faire baisser les prix ;
- Les marchés nord-américains sont traités en dollar et l'évolution des cours de l'euro et du dollar a des incidences sur les résultats des opérations traitées sur ces marchés ;
- La filiale russe, EPI VOSTOK tient sa comptabilité en rouble et l'incidence des cours de l'euro ou du dollar par rapport au rouble peut avoir des conséquences financières importantes dans le compte d'EPI qui livre des produits haut de gamme à sa filiale russe.

SELFLOOR, produit et vend du revêtement de sol stratifié :

- Son activité est soumise aux mêmes aléas et risques de marché que EPI, les marchés de SELFLOOR sont centrés sur la France ;
- SELFLOOR n'a pas encore atteint une part de marché satisfaisante ni ses objectifs, l'offre est très concurrentielle tant sur le marché français que sur les marchés à l'export. La politique marketing n'a pas encore produit les résultats escomptés, le positionnement de SELFLOOR sur le marché n'est pas établi.

EPI VOSTOK, produit et vend du revêtement de sol stratifié :

- A la fin de l'exercice 2008, EPI VOSTOK a commencé à vendre des produits fabriqués en Russie dans son usine et aussi des produits importés de France ;
- L'accès au marché nécessite une force commerciale plus étoffée, EPI VOSTOK est en cours de recrutement et de renforcement de son équipe commerciale ;
- Les produits « finish foil » doivent se faire mieux connaître pour que la demande augmente.

ALSAPAN fabricant de meubles en kit à base de panneaux mélaminés ou finish foil :

- est très dépendante de son principal client. Cette situation n'est pas nouvelle ;
- ALSAPAN dispose d'une force commerciale et d'un bureau d'études dimensionné à ses besoins actuels. Elle n'a pas les moyens de, très rapidement, conquérir de nouveaux clients ;

- Comme EPI, ALSAPAN est dépendante des fournisseurs de matières premières qui ont tous augmenté leurs prix en 2006 et 2007, une décreue est perceptible depuis le début 2008. Il faut noter que certains fournisseurs ont mis à l'arrêt des usines de production en raison de surcapacités ;
- Pour ses marchés actuels, ALSAPAN traite quasi exclusivement en euro.

HAUTECOEUR et DGS conception et commercialisation de meubles en kit produits en Asie :

- Traite la quasi-totalité de son activité vente en Europe, n'arrive pas encore à percer sur les marchés Nord Américains, est pour ses importations très exposée au risque de change lié au dollar, situation qui a été favorable ces dernières années mais qui peut brusquement se retourner ;
- Développe un métier que les grandes centrales d'achat ont tendance à intégrer ou à court-circuiter ;
- Le marché de la distribution est de plus en plus concentré et les produits proposés par HAUTECOEUR sont sur le segment le plus attaqué par les NTIC ;
- Les marchés de HAUTECOEUR sont très exposés à l'évolution des parts de pouvoir d'achat consacré aux produits d'entrée de gamme. Les marchés à l'exportation sont plus impactés que le marché français par le ralentissement économique mondial, voire la récession, qui a débuté fin 2008 ;
- Les stocks de HAUTECOEUR sont désormais centralisés sur le site de Tonnerre (89) ; les conséquences de ce regroupement seront perceptibles en milieu d'exercice 2009.

La filiale US FLOORIAN n'a presque plus d'activité :

Comme précisé ci-dessus, l'entreprise EPI vend une partie de sa production en \$US, sa politique de gestion des risques financiers consiste à couvrir ses ventes à terme, dans la mesure où d'autres entreprises du groupe n'ont pas usage des \$US ainsi rendus disponibles.

Difficultés rencontrées : les principales difficultés rencontrées par les entreprises du groupe sont liées à la volatilité de la clientèle et au manque de prévisions fiables quant à ses besoins. Les marchés adressés par les différentes unités du groupe sont matures et les évolutions se font à la marge. Chaque entité du groupe a la possibilité de construire une offre attrayante et de se démarquer de ses concurrents mais chaque entité doit passer d'une culture : volume / prix à un concept niche/créativité/service. La contraction économique actuelle ne favorise pas le développement de ce concept.

36.2. Risques propres au groupe et à son organisation. — Le groupe ne présente pas, en tant que structure, de risque particulier. Néanmoins les dirigeants des principales sociétés contrôlent aussi le capital des sociétés du groupe directement ou indirectement ; leur rôle prépondérant tant opérationnel que d'actionnaires de référence rend le groupe dépendant de ces personnes. Afin d'atténuer ce facteur de risque, certaines dispositions renforçant l'implication de l'encadrement ont été mises en place. Des solutions ont ainsi été étudiées pour atteindre cet objectif. En particulier il est demandé aux principaux responsables de venir commenter individuellement et mensuellement leurs résultats lors d'une réunion avec le directoire. Pour l'encadrement considéré comme "clé" dans la structure, il a été mis en place au 1<sup>er</sup> trimestre 2008, un accès au capital par une émission d'OBSAAR dont une partie des BSAAR a été cédée au personnel clé répondant à cet objectif. La restructuration de la dette et l'émission d'OBSAAR ont permis la réalisation de cet objectif. Cette opération a fait l'objet d'une note d'opération déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 17 janvier 2008. D'autre part la direction générale s'est étoffée au premier trimestre 2008 avec le recrutement de compétences en particulier commerciales et marketing au plus haut niveau.

36.3. Risques relatifs au secteur d'activité du Groupe. — Le secteur du revêtement de sol et de la fabrication de meubles est parvenu ces dernières années à maturité. La crise économique qui a débuté au dernier trimestre 2008 est particulièrement ressentie par ces deux secteurs d'activité. La concurrence sur tous les marchés est plus forte et le groupe doit faire face à une mondialisation des acteurs. De plus, certains concurrents sont aussi des producteurs de panneaux ce qui leur octroie une plus grande maîtrise des approvisionnements et de leurs coûts de production, ce qui n'est pas le cas du groupe. D'autant que la tendance est à la concentration des producteurs de panneaux.

Après un cycle d'augmentation très important, le prix des matières premières nécessaires, notamment le bois pour les panneaux de particules et l'énergie ont retrouvé leurs cours de fin 2007, la maîtrise des approvisionnements reste une condition sine qua non de la compétitivité du groupe et de ses activités. Les coûts de production augmentent alors que les prix de vente sont orientés à la baisse car les clients ont connaissance des surcapacités de production par rapport à la demande. De plus la contraction économique mondiale a une tendance déflationniste.

Les marchés à l'export ont pâti de la parité euro/dollar. Au cours de ces derniers exercices le renchérissement de l'euro par rapport au dollar a fortement handicapé les exportations. De même l'effondrement du cours du rouble par rapport à l'euro est préoccupant pour EPI VOSTOK.

L'environnement concurrentiel très important conduit le groupe à investir dans des axes de recherche et de nouveaux produits en permanence. Le nouveau produit « finish foil », dont la production industrielle a démarré en Russie au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2008, n'a pas encore fait ses preuves commerciales mais suscite l'intérêt de certains marchés. EPI VOSTOK est un investissement qui a nécessité de qualifier les matières premières d'origine locale et une mise au point de matériel pour intégrer des contraintes particulières. Le retard dans la mise en exploitation industrielle n'entraîne pas d'autres risques que celui d'être arrivé sur le marché russe avec 6 mois de retard. Les concurrents de EPI subissent les mêmes contraintes et aléa.

Le groupe reste sensible à tout nouveau produit et prend toute mesure pour rester à la pointe dans ses secteurs d'activités et rechercher en permanence des gains de productivité.

Les normes environnementales de plus en plus draconiennes imposent au groupe une veille de tous les instants. Ces normes, en adéquation avec les préoccupations légitimes tant des populations que des clients et de tous les personnels du Groupe, présentent deux risques principaux:

Un facteur de déséquilibre concurrentiel avec les producteurs d'autres régions du monde, causé par l'impact économique de ces normes.

Les activités du groupe sont exercées dans des établissements classés soumis à autorisation préalable. Or la tendance forte au renforcement des normes environnementales d'année en année ne permet pas d'avoir de certitude sur l'obtention des autorisations indispensables dans le futur.

Afin de prévenir tout risque environnemental le groupe a mis en place une politique de suivi et de prévention de ce risque et procède régulièrement à la mise aux normes de ses installations. Les investissements correspondants sont engagés. Ces derniers ne sont pas significatifs et sont inclus dans les coûts de maintenances annuelles, soit un budget annuel de l'ordre de 450 000 euros pour le groupe. Dans ce budget ne sont pas inclus les renouvellements de matériel qui doivent être remplacés du fait de leur âge, vétusté et usure. Ceux ci sont inclus dans le plan d'investissements généraux (ex: les chaudières). Le groupe met en oeuvre ses moyens et ses ressources pour respecter les conditions d'exploitation qui lui sont prescrites par les différents organismes de contrôle.

Les risques technologiques liés à l'activité sont faibles. Les installations de Marlenheim, Dinsheim, Erstein, Boulay, Tonnerre sont sprinklées ; une visite trentenaire est prévue pour certaines d'entre elles (Boulay, Tonnerre). Pour la plupart des sites, un système agréé de détection et d'extinction des étincelles a été mis en place.

Le groupe a souscrit les assurances nécessaires à la couverture de sa responsabilité civile vis à vis des biens et des personnes du fait de ses activités et de l'exploitation de ses installations. Ces polices d'assurances couvrent aussi les risques environnementaux. Des polices d'assurance multirisques couvrent ses installations et sites.

Le montant des primes d'assurances versées en 2008 est de 925 K€. Cela concerne principalement l'assurance multirisques (852 K€), ainsi que la responsabilité civile (57 K€).

Le montant des capitaux assurés se décompose comme suit :

– Responsabilité Civile : Exploitation 8 000 K€.

Pollution accidentelle 1 500 K€ par sinistre et par an.

– Multirisques dommages aux biens : Dommages matériels (bâtiments, matériels, marchandises) 285 084 K€.

Pertes d'exploitation (marge brute) 76 600 K€.

36.4. Risques financiers :

36.4.1. Risque de liquidité : Des facilités de caisse sont négociées annuellement avec les partenaires bancaires au sein de chaque entité du groupe. Le Groupe EPI est principalement financé par des emprunts bancaires classiques ou crédit-baux contractés au niveau de chacune de ses filiales opérationnelles.

La répartition globale des emprunts bancaires par taux est la suivante : Voir Notes 16.

Au 31 décembre 2008, la trésorerie du groupe s'élève à 23 830 K€ contre 4 718K€ au 31 décembre 2007. Il est important de noter que la société dispose également de valeurs mobilières de placement (classées en autres actifs financiers selon IAS 7 et décrites dans la Note 9 pour un montant de 324 K€ et ne mobilise quasiment pas son compte client qui s'élève à 51 627 K€ au 31 décembre 2008. Le groupe EPI a mis en oeuvre une gestion centralisée des comptes de trésorerie de l'ensemble de ses filiales. Au regard des soldes journaliers de chacune des entités, le Groupe décide de la souscription de sicav, de la mise en place d'autorisations de découvert ou finalement de virements de trésorerie de la maison-mère par le biais de comptes courants. Par ailleurs, le groupe dispose d'une ligne de crédit revolving de 20 Millions d'Euros qui n'a pas été utilisée en 2008

Au 31 décembre 2008, la trésorerie du groupe se répartit de la manière suivante entre les principales filiales :

- EPI : 19 237 K€ ;
- Alsapan : 1 774 K€ ;
- Autres : 2 819 K€.

Il existe cependant un risque potentiel de liquidité en cas de non-respect de covenants (cf. Note 33). A ce jour et en fonction de ces éléments, la société considère ne pas être en risque de liquidité.

36.4.2. Risque actions : Les risques sur actions concernent les valeurs mobilières de placement dont le détail figure dans la Note 9 'Autres actifs financiers'. Le risque concerne des SICAV classées dans ce poste selon les critères de l'IAS7. Il s'agit plus d'un risque sur la valeur, que sur la liquidité, celle-ci étant généralement limitée à une semaine.

Les SICAV monétaires ne présentent aucun risque de liquidité. Seuls les dépôts à terme présentent un risque limité dans le temps (maximum trois mois). Cf. Note 14.

36.4.3. Risque de taux : Cf. Note 16 :

36.4.4. Risque de change : Cf. Note 22 :

36.5. Risques juridiques. — En prenant une licence pour les revêtements de sol dits « sans colle » auprès de UNILIN, EPI a mis fin à tous litiges avec UNILIN et ainsi peut produire et vendre sans restriction sur tous les marchés sans risque et en toute sécurité, y compris en Amérique du Nord. Cette licence UNILIN a été étendue à SELFLOOR, filiale de EPI qui a repris une partie des actifs de ROYSOL et de son fonds de commerce revêtements de sol. Un conflit de voisinage opposant EPI à un particulier sur le site de Marlenheim est pendant devant les tribunaux. Ce voisin se plaint de nuisances acoustiques, le tribunal a ordonné une expertise judiciaire. Aucune décision juridictionnelle n'a encore été rendue.

Un litige pendant devant le tribunal de commerce de Versailles oppose un dirigeant de SERIBO à EPI : la société SERIBO a cédé le 24 février 2004 la société Alsapan à Alsafinances. Alsapan et Alsafinances ont par la suite été absorbées par EPI.

Un membre du conseil de surveillance de SERIBO a demandé la nullité de la cession de la société Alsapan et exigé des anciens dirigeants de SERIBO et d'Alsapan (aujourd'hui EPI) le versement de dommages et intérêts. La demande de dommages et intérêts s'est élevée à 6 985 K€.

EPI considère qu'il est peu probable que la nullité de la cession d'Alsapan soit prononcée. De même, le risque qu'EPI soit condamnée à verser des dommages et intérêts à ce titre est qualifié de faible.

Ce litige n'a pas fait l'objet d'une provision.

A la connaissance de la société, il n'existe pas, sur une période couvrant les douze derniers mois, d'autres procédures gouvernementales, judiciaires ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont l'émetteur a connaissance, qui est en suspens ou dont il est menacé) qui pourraient avoir ou auraient eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du groupe.

Les principaux risques provisionnés sont les suivants :

- Le litige opposant EPI à un voisin à Marlenheim, évoqué ci-dessus, a fait l'objet d'une provision pour un montant de 1 094 K€ ;
- Un autre litige opposant ALSAPAN à une association de riverains de Dinsheim sur Bruche a été provisionné pour 810 K€. Cette association demande le retrait de l'autorisation d'exploiter, devant le Tribunal Administratif de Strasbourg, en attaquant l'arrêté préfectoral l'ayant délivrée ;
- Un litige oppose une société de recyclage belge à EPI devant le tribunal de Courtrai pour un différend concernant la fourniture de poussière de bois-provisionné pour 350 K€.

36.6. Risques d'approvisionnement. — Les matières premières, utilisées par les différentes entités du groupe, sont commercialisées par plusieurs fournisseurs.

Les panneaux peuvent être approvisionnés auprès de moins d'une dizaine de fabricants européens. Il n'est pas exclu que des regroupements se poursuivent dans ce secteur d'activité. Le groupe est dépendant des fournisseurs extérieurs pour ses approvisionnements en panneaux. Les évolutions des prix à la hausse sont difficilement répercutables dans des délais courts sur les prix de vente.

L'activité revêtement de sol subit les conséquences des surcapacités de production du secteur, ainsi que la concurrence sévère des producteurs de panneaux qui ont tous, à présent, des unités de production de revêtement de sol stratifié. Ceux-ci bénéficient par conséquent d'une économie de frais de transports, du fait de la suppression d'un intermédiaire dans la chaîne de distribution. Une voie existe néanmoins pour les producteurs dynamiques, créatifs en mesure d'apporter un niveau de service adapté.

Les décors en papier mélaminé peuvent être fournis par au moins cinq fournisseurs différents. Certains de ces fournisseurs possèdent des décors exclusifs. Le groupe travaille principalement avec quatre fournisseurs. Le groupe est totalement dépendant des fournisseurs extérieurs pour les approvisionnements de ce composant. Les évolutions des prix à la hausse sont difficilement répercutables dans des délais courts sur les prix de vente.

Dans le domaine du panneau mélaminé la contractualisation est peu pratiquée. Par usage, les fournisseurs répercutent les évolutions des prix de leurs matières premières sur le prix de leurs produits. Les cours du bois ont une influence sur les prix ; la consommation de bois pour le chauffage en Europe, conduit à des évolutions chaotiques. Les cours du pétrole et du dollar impactent directement les prix des panneaux, de la mélamine et des papiers décors. Les importantes fluctuations des derniers mois ont influé sensiblement.

Une augmentation de 1 % du prix des matières premières consommées par le groupe réduirait la marge opérationnelle de 0,5 % (0,3 % pour les panneaux et de 0,2 % pour les autres matières premières). De même une baisse des prix conduirait à une hausse de la marge dans les mêmes proportions sauf si les concurrents répercutent directement ces baisses.

36.7. Risques clients/distributeurs. — La distribution a fortement évolué ces dernières années et les entreprises du groupe ont comme client des groupes de plus en plus puissants et concentrés. Les différentes entités du groupe ont des clients majeurs.

Le risque le plus élevé est au niveau d'ALSAPAN dont le client le plus important a représenté 60% de son chiffre d'affaires 2008. La fidélité et la qualité relationnelle et commerciale entretenue entre ALSAPAN et ce client peut la placer dans une situation de dépendance au regard de la part de chiffre d'affaires réalisé avec celui-ci. Cette situation n'est cependant pas nouvelle.

EPI n'a pas de client qui représente plus de 30 % de son chiffre d'affaires.

En tout état de cause, et compte tenu de la structure des marchés et des réseaux de vente, essentiellement tenus par les distributeurs, notamment en France, la perte des principaux clients de chaque entité du groupe pourrait avoir des conséquences préjudiciables.

## 36.8. Actifs dépréciés :

- Les stocks sont dépréciés à hauteur de 1 664 K€ (cf. Note 11) ;
- Les clients sont dépréciés à hauteur de 2 218 K€ (cf. Note 12) ;
- Une créance de l'actif non courant de 299 K€ est dépréciée à 100 % (cf. Note 9).

Concernant la gestion du risque client, le groupe a souscrit un contrat d'assurance crédit. La couverture lorsqu'elle est mise en place, doit permettre de couvrir environ trois mois de chiffre d'affaires ainsi que le portefeuille de commandes du client. L'analyse est faite au cas par cas par le crédit manager puis validée par la direction commerciale.

Il n'y a pas d'autres catégories d'actifs dépréciées (cf. Note 8 relative aux tests de valeur des actifs).

## Note 37. – Ventilation des instruments financiers.

37.1. Actifs et Passifs financiers. — Selon IFRS 7 § 8 les actifs et passifs financiers doivent être présentés par catégorie :

- Actifs à la juste valeur par résultat ;
- Placements détenus jusqu'à l'échéance ;
- Prêts et créances ;
- Actifs disponibles à la vente ;
- Passifs à la juste valeur par résultat ;
- Passifs au coût amorti.

En voici la synthèse :

Postes du bilan	Valeur au bilan	Juste valeur	Placements détenus jusqu'à l'échéance	Créances & Dettes à la juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts créances & dettes	Dettes au coût amorti
Titres de sociétés non consolidées et autres titres	52	52			52		
Prêts	81	81				81	
Fonds de garantie, dépôts et cautionnement	687	687				687	
Valeurs mobilières de placement classées en autres actifs financiers	324	324		304		20	
Créances clients	51 627	51 627				51 627	
Fournisseurs acomptes versés	1 173	1 173				1 173	
Fournisseurs avoirs à recevoir	2 467	2 467				2 467	
Personnel et comptes rattachés	91	91				91	
Etat	5 696	5 696				5 696	
Créances sur cession d'immobilisations	752	752				752	
Débiteurs divers	657	657				657	
Charges constatées d'avance	586	586				586	
Sicav monétaires	11 385	11 385		11 385			
Dépôts à terme	8 000	8 000	8 000				
Trésorerie	4 445	4 445		4 445			
Total des instruments financiers à l'Actif	88 023	88 023	8 000	16 134	52	63 837	0
Emprunts portant intérêts inscrit en passifs non courants	49 942	49 942		1 804			48 138
Autres dettes inscrites en passifs non courants	0	0					
Part à court terme des emprunts portants intérêts	17 133	17 133		1 005			16 128
Dettes fournisseurs d'exploitation	11 227	11 227				11 227	
Passifs d'impôt exigible	26	26				26	
Clients acomptes versés	335	335				335	
Dettes fiscales et sociales	8 704	8 704				8 704	
Dettes fournisseurs d'immobilisation	1 047	1 047				1 047	
Clients avoirs à établir	10 487	10 487				10 487	
Produits constatés d'avance	682	682				682	
Autres passifs financiers courants	235	235				235	
Total des instruments financiers au Passif	99 818	99 818	0	2 809	0	32 743	64 266

## 37.2. Compte de résultat :

Selon IFRS 7 § 20 doivent être mentionnés les profits et pertes sur :

- Les actifs et passifs à la juste valeur par résultat ;
- Les placements détenus jusqu'à l'échéance ;
- les prêts et créances ;
- Les passifs financiers au coût amortis.

En voici la synthèse :

Contrepartie	Produits de trésorerie & équivalents trésorerie			Coût de l'endettement brut			
	Produits de cession de VMP	Autres intérêts & produits assimilés	Juste valeur par résultat	Moins value de cession de VMP	Juste valeur par résultat	Produits d'instruments de couverture de taux	Intérêts des dettes au coût amorti
Dépôts à terme		348					
SICAV Monétaires	771		-385	-25			
Trésorerie						148	
Emprunts portant intérêts inscrits en passifs non courants					-695		-2.530
Part à court terme des emprunts portants intérêts					-829		
Total	771	348	-385	-25	-1.524	148	-2.530

Note 38. – Événements postérieurs à la clôture de l'exercice.

Aucun événement significatif risquant de modifier les éléments financiers présentés n'est intervenu entre la date de clôture des comptes au 31 décembre 2008 et la date du Directoire ayant arrêté ces comptes le 27 mars 2009.

**0902444**